

**MINISTRE DU DEVELOPEMENT DURABLE, DE
L'ECONOMIE, DE LA PROMOTION DES
INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN JUIN 2016**

Août 2016

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre du Développement Durable, de l'Économie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective

M. Régis IMMONGAULT

Ministres déléguées

Mmes : Marie Julie BILOGO BI-NZENDONG

Chantal ABENGDANG MEBALE

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT épouse NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville

B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette deuxième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2016.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE: L'ECONOMIE MONDIALE A FIN JUIN 2016.....	10
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	10
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	11
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN JUIN 2016	12
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN JUIN 2016.....	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2016	12
II.2. LE PETROLE	14
II.3. LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE.....	14
II.4. LES MINES	15
II.4.1. <i>Le manganèse</i>	15
II.4.2. <i>L'or</i>	15
II.5. L'EXPLOITATION FORESTIERE	16
II.6. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	16
II.6.1. <i>Le caoutchouc naturel</i>	16
II.6.2. <i>L'élevage</i>	17
II.6.2.1. <i>L'élevage bovin</i>	17
II.7. LES AGRO-INDUSTRIES	17
II.7.1. <i>La minoterie et l'aviculture</i>	17
II.7.2. <i>Les huiles et corps gras</i>	18
II.7.3. <i>Le sucre</i>	19
II.7.4. <i>Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	19
II.7.5. <i>L'eau minérale</i>	20
II.8. LES INDUSTRIES DU BOIS	20
II.8.1. <i>Les unités de sciage</i>	21
II.8.2. <i>Les unités de déroulage</i>	21
II.9. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	22
II.9.1. <i>La chimie</i>	22
II.9.2. <i>Les matériaux de construction</i>	23
II.9.3. <i>La seconde transformation des métaux</i>	24
II.10. LE RAFFINAGE.....	25
II.11. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE .	25
II.11.1. L'électricité	25
II.11.2. L'eau.....	26
II.12. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	26
II.13. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	27
II.13.1. <i>Le transport aérien</i>	27
II.13.2. <i>Le transport ferroviaire</i>	28
II.14. LES TELECOMMUNICATIONS	28

II.15. LE COMMERCE	29
<i>II.15.1. Le commerce général structuré</i>	29
<i>II.15.2. Le commerce des véhicules neufs</i>	29
<i>II.15.3. Le commerce des produits pétroliers</i>	30
<i>II.15.4. Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	30
II.16. LES SERVICES	30
<i>II.16.1. Les services rendus aux entreprises</i>	31
<i>II.16.2. Les services rendus aux particuliers</i>	31
<i>II.16.3. Les services immobiliers</i>	31
<i>II.16.4. Les services de réparation mécanique</i>	31
II.17. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	32
II.18 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	32
<i>II.18.1.1 Les ressources collectées</i>	32
<i>II.18.1.2 Les crédits distribués</i>	33
II.19. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE	34
<i>II.19.1. La configuration du secteur</i>	34
<i>II.19.2. La couverture géographique et la clientèle des EMF</i>	34
<i>II.19.3. Les capitaux propres et intermédiation financière</i>	36
II.20 LE SECTEUR ASSURANCE	37
<i>II.20.1. La Branche Non Vie</i>	37
<i>II.19.2. La Branche Vie et Capitalisation</i>	38
II.21 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	39
<i>II.21.1 Les ressources</i>	39
<i>II.21.2. Les emplois</i>	39
<i>II.21.2.1 Investissements et créances impayées</i>	40
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2016	41
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION	41
III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES	42
<i>III.2.1. L'emploi dans le secteur public</i>	42
<i>III.2.2 La variation des effectifs par département</i>	42
<i>III.2.2 Les salaires</i>	43
III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR	44
<i>III.3.1 L'évolution des exportations en valeur</i>	44
<i>III.3.2 L'évolution des importations en valeur</i>	45
III.4 LA DETTE PUBLIQUE	46
<i>III.4.1. L'évolution du règlement</i>	46
<i>III.4.2. L'évolution des tirages sur financements</i>	47
<i>III.4.3. L'évolution du stock de la dette</i>	48
III.5 LA SITUATION MONETAIRE	49
<i>III.5.1 les principaux agrégats monétaires</i>	49

<i>III.5.1.1 La masse monétaire (M2)</i>	49
<i>III.5.1.2 Les ressources extra-monétaires</i>	49
<i>III.5.2 Les contreparties de la masse monétaire</i>	49
<i>III.5.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	49
<i>III.5.2.2 Le crédit intérieur</i>	50
<i>III.5.2.2.1 Les créances sur l'économie</i>	50
<i>III.5.2.2.2 Les créances nettes sur l'Etat</i>	50
<i>III.5.3 La politique monétaire</i>	50
<i>III.5.3.1 L'action sur la liquidité bancaire</i>	51
<i>III.5.3.2 La politique des taux d'intérêt</i>	51
III.6 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN JUIN 2016	51
<i>III.6.1. L'exécution du budget</i>	51
<i>III.6.2. L'exécution des recettes</i>	52
<i>III.6.2.1 Les recettes pétrolières</i>	52
<i>III.6.2.2 Les recettes hors pétrole</i>	53
<i>III.6.3. Les dépenses budgétaires</i>	53
<i>III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement</i>	53
<i>III.6.3.2 Les dépenses d'investissement</i>	54
<i>III.6.3.3 Les autres dépenses</i>	54
CONCLUSION	55
ANNEXES	56

RESUME EXECUTIF

Au cours du second trimestre 2016, deux faits ont marqué le contexte économique international : la remontée observée des cours du pétrole par rapport au premier trimestre et le vote pour la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne, avec des conséquences attendues sur l'investissement et la confiance des marchés dans les pays du périmètre européen.

L'économie mondiale est restée dans son ensemble dans un cycle de croissance fragile. En effet, de nombreux facteurs de risques continuent de peser sur les perspectives économiques mondiales. L'atonie des échanges et de la production industrielle dans le monde n'a pas favorisé une amélioration plus importante de la croissance.

Le résultat du référendum britannique a créé en fin de semestre un climat d'incertitude en Europe et fragilisé la reprise économique dans l'espace européen. Par ailleurs, bien qu'en nette embellie, les cours des matières premières sont restés encore à des seuils peu rémunérateurs pour les pays émergents et en développement, fortement tributaires des produits de base.

Par ailleurs, les divisions politiques entre pays avancés et les tensions géopolitiques dans le monde ont constitué à nouveau des facteurs de risque.

Au Gabon, la situation économique d'ensemble a été le reflet des évolutions de l'environnement international. **Le secteur primaire** a enregistré une conjoncture moins favorable au terme des six premiers mois. Ainsi, à l'exception de l'exploitation forestière dont l'évolution de l'activité est demeurée positive, les autres activités du secteur à savoir, le pétrole, le manganèse et l'or se sont orientées à la baisse.

Le secteur pétrole a pâti des conséquences d'un incident technique sur un site et du déclin naturel des champs matures, qui ont entraîné un très léger recul de la production. Les exportations ont néanmoins progressé sous l'effet de la demande extérieure.

La production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a chuté de 25,7% à 1,5 million de tonnes à fin juin 2016. Cette baisse résulte d'un arrêt volontaire de la production au mois de mars sur le site de COMILOG, en vue de réduire les niveaux de stocks accumulés. La production du site de Ndjolé est restée interrompue, compte tenu de la faiblesse des prix sur le marché international.

De même l'activité aurifère a été marquée par un ralentissement durant le premier semestre 2016, suite aux arrêts de la production induits par les fortes pluies qui ont inondé la mine et aux difficultés d'évacuation du minerai.

Dans **le secteur secondaire**, l'activité manufacturière confirme la tendance haussière observée au premier trimestre et progresse grâce notamment aux agro industries dont l'essentiel de ses composantes (à l'exception des huiles et corps gras et de la production sucrière) enregistrent des performances appréciables.

Il en est de même de l'industrie du bois, symbole d'une volonté politique forte des autorités, qui constituent désormais une valeur sûre du tissu industriel national.

Les autres activités sont demeurées bien orientées, notamment le raffinage et la distribution de l'eau et de l'électricité.

Dans la branche BTP, l'activité peine à redémarrer du fait de la baisse des commandes et du ralentissement de la plupart des chantiers en cours de réalisation.

La conjoncture dans **le secteur tertiaire** s'est quelque peu améliorée. Ainsi, en plus des services immobiliers, les télécommunications, la vente de véhicules industrielles, hôtellerie - restauration et les produits pharmaceutiques, ont enregistré des résultats positifs au cours de la période sous revue.

Les activités financières ont connu des fortunes diverses. Ainsi, à fin juin 2016, le total agrégé du bilan des banques est en hausse du fait de l'accroissement des crédits nets. De même, les établissements de microfinance ont enregistré des performances intéressantes.

A contrario, l'activité assurance a poursuivi son mouvement baissier déjà observé depuis le quatrième trimestre de l'année 2015. Cette branche subi les effets du contexte économique difficile. Suivant la même tendance, les établissements financiers ont enregistré un recul de leurs ressources et des emplois.

Sur le plan macroéconomique, **l'indice harmonisé des prix à la consommation** a progressé de 0,7% sur les six premiers mois. Cette augmentation observée des prix s'explique entre autres par la hausse des prix du transport.

S'agissant des **finances publiques**, au premier semestre 2016, le budget en recettes s'est établi à 751,0 milliards de FCFA, soit une diminution de 24,5% par rapport à la même période en 2015. En matière de dépenses, à fin juin 2016,

l'exécution du budget fait ressortir des déficits des soldes primaire, base engagement et base caisse.

Le solde primaire a affiché un déficit de 35,9 milliards de FCFA contre un excédent de 232,9 milliards de FCFA à la même période en 2015. Le solde base engagement, incluant la charge de la dette publique, s'est établi à -132,6 milliards de FCFA à fin juin 2016 contre un excédent de 159,8 milliards de FCFA au premier semestre de l'année précédente. Le déficit budgétaire base caisse s'est établi à 312,0 milliards de FCFA au premier semestre 2016 contre un excédent de 13,2 milliards de FCFA à la même période en 2015.

En matière de **politique de d'endettement**, il convient de relever que le Gabon a continué d'honorer ses engagements auprès de ses créanciers locaux et extérieurs. Au premier semestre, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une hausse de 14,9% des règlements et de 39,2% des décaissements. Toutefois, un accent a été mis sur le règlement de la dette intérieure qui a progressé de 69,9%. Dans le même temps, le stock de la dette a augmenté de 5,5% du fait d'une progression de la dette intérieure au cours de la période.

Le solde extérieur est demeuré positif en dépit d'une baisse des exportations et d'une augmentation des importations.

Enfin, à fin juin 2016, **la situation monétaire large** a été marquée par une hausse de la masse monétaire, une augmentation du crédit intérieur net et une contraction des avoirs extérieurs nets.

PREMIERE PARTIE: L'ECONOMIE MONDIALE A FIN JUIN 2016

Le contexte économique global de l'économie mondiale au premier semestre est caractérisé par une croissance timide dans la plupart des pays avancés, et une situation économique contrastée dans les pays émergents et en développement.

Ainsi, en dépit de l'incertitude liée au référendum britannique, intervenu fin juin, la croissance de la production a légèrement dépassé les attentes dans les pays émergents et en développement et est demeurée globalement conforme aux prévisions dans les pays avancés.

Le redressement des marchés financiers et pétrolier amorcé à mi-février s'est poursuivi grâce à une diminution de l'excédent de l'offre de pétrole des pays hors OPEP et à des perturbations intervenues dans certains pays producteurs. A contrario l'activité industrielle et les échanges au niveau mondial ont été moroses.

De nombreux risques concourant à une dégradation de la situation économique globale demeurent présents à savoir, une demande intérieure encore trop faible dans certains pays avancés, et une croissance excessive du crédit dans les pays émergents et en développement.

Au regard de ce qui précède, les perspectives économiques mondiales font état d'une croissance de 3,1% en 2016, ce qui représente une évolution similaire à celle observée en 2015.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, la situation économique est demeurée fragile au premier semestre en raison de l'atonie de la demande globale et des conséquences liées à la sortie de l'union européenne de la Grande Bretagne. Ainsi, en rythme annuel, la croissance des pays avancés se situerait à 1,8% en 2016 contre 1,9% en 2015.

Malgré une chute des investissements, le produit intérieur brut (PIB) des **Etats-Unis** a crû de 1,2 % en rythme annuel. Au deuxième trimestre, la première économie mondiale a compté sur son moteur traditionnel (la consommation des ménages), qui a connu une forte poussée (4,2%) par rapport à l'augmentation de 1,6 % du premier trimestre.

Après un bon début d'année, la croissance **japonaise** a fortement ralenti au deuxième trimestre, pénalisée par la faiblesse des exportations, plombée par un yen en hausse et des investissements en retrait. Ainsi, le PIB s'établirait à 0,3% en 2016 contre 0,5% en 2015.

La croissance économique de la **Zone euro** a de nouveau décéléré au deuxième trimestre 2016. Après avoir progressé de 0,6% au trimestre précédent, le PIB a ralenti à 0,3%.

Cette évolution s'explique par l'atonie de la consommation des ménages, entretenue par les incertitudes liées au Brexit malgré une contribution positive du commerce extérieur. Sur l'année, l'expansion serait de 1,6% en 2016 contre 1,7% en 2015.

Principale moteur économique de l'Europe, l'**Allemagne** a réalisé une croissance de 0,4% au deuxième trimestre contre 0,7% au premier, la bonne tenue du commerce extérieure et de la demande expliquerait cette évolution. Une croissance de 1,6% est projetée pour l'année 2016.

En **France**, après une croissance trimestrielle de 0,7% au premier trimestre, celle-ci a été nulle (0,0%) au deuxième. La grève des raffineries qui a pénalisé l'activité économique de ce pays serait à l'origine de cette contre performance. Suivant la même tendance, les investissements ont reculé de 0,3% et la consommation des ménages a stagné (0%) au cours de la période. Seul le commerce extérieur est parvenu à se hisser avec une progression de 0,3%. En rythme annuel, l'activité économique générerait 1,5% de croissance en 2016.

L'Italie et l'Espagne ont enregistré des taux de croissance respectifs de 0,0% et 0,7% au deuxième trimestre. Le fléchissement important de demande intérieure en Italie a pénalisé l'économie. En moyenne annuelle, la croissance s'établirait respectivement à 0,9% et 2,6%.

Hors zone euro, le **Royaume-Uni** a affiché un taux de croissance de 0,6% au deuxième trimestre contre 0,4% au premier, en rapport avec une production industrielle solide. En moyenne annuelle, la croissance projetée pour 2016 est de 1,7%.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Au cours du premier semestre, l'évolution de la situation économique d'ensemble des pays émergents et en développement a été contrastée. La situation a semblé en nette amélioration en Chine, au Brésil, en Inde et en Russie, du fait respectivement d'une politique budgétaire expansionniste, du regain de la confiance des ménages et des entreprises, mais aussi de la remontée des cours du pétrole. A contrario, l'économie s'est détériorée à nouveau au Nigéria, en Arabie saoudite et en Afrique du sud. Le PIB atteindrait 4,1% en 2016 pour l'ensemble de la zone.

En Asie, l'économie **chinoise** a cru de 6,7% au deuxième trimestre, un taux inchangé par rapport au trimestre précédent. Un marché immobilier porteur et des mesures de relance du gouvernement expliquent cette évolution. En 2016, la croissance du PIB serait de 6,6%. En Inde, les perspectives de croissances sont demeurées positives avec une prévision de 7,4% de croissance en 2016.

L'économie **russe** resterait en récession en 2016 avec une croissance négative de -1,2%. Toutefois, la remontée des cours du pétrole indique de meilleures perspectives à moyen terme.

La situation économique en **Amérique latine** reste préoccupante, néanmoins des signaux positifs annoncent une amélioration au Brésil. Dans ce pays, première économie de la zone, la confiance des ménages et des entreprises est de retour et favorise une reprise de l'activité. Ainsi, quoique négative (-3,3%) en 2016, la croissance économique du Brésil serait en nette amélioration et le pays pourrait sortir de la récession dès l'année prochaine. Au Mexique, l'activité fortement tributaire des échanges avec les Etats-Unis d'Amérique est demeurée dans une dynamique de croissance. Ainsi, celle-ci serait de 2,5% en 2016.

En dépit, des difficultés liées à des transitions internes difficiles sur les plans économique et politique, les pays du **Moyen-Orient** et de l'**Afrique du Nord** enregistreraient une croissance du PIB de à 3,4% en 2016 contre 2,3% en 2015.

Les perspectives économiques de l'**Afrique subsaharienne** à court et moyen terme se sont détériorées. La région n'enregistrerait qu'une expansion modeste de 1,6% en 2016. La conjoncture baissière des matières premières a fortement affecté l'économie nigériane qui serait en récession en 2016, avec -1,8% de croissance du PIB, tandis qu'en Afrique du sud, l'économie serait en décrochage avec une projection de croissance modeste de 0,1%.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN JUIN 2016

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN JUIN 2016

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2016

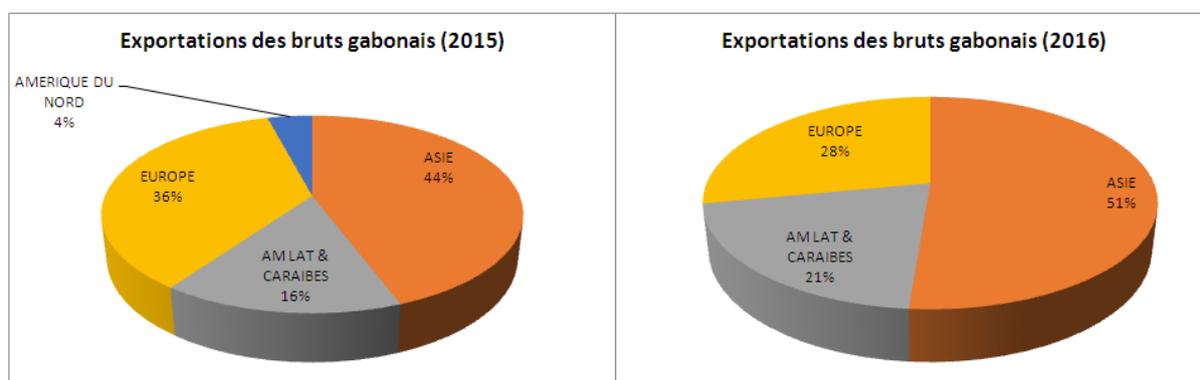
SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Manganèse	↘
Or	↘
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Elevage</i>	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de déroulage</i>	↗
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↗
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↘
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	

<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie et restauration	↗

II.2. LE PETROLE

Au terme des six premiers mois de 2016, la production nationale de pétrole brut a atteint 5,77 millions de tonnes (42,2 millions de barils), en légère baisse de 0,2% par rapport à la même période de 2015. Cette diminution est liée aux contre-performances sur les puits opérés par Shell, Perenco, Addax et CNRI, sous l'effet des problèmes techniques rencontrés et du déclin naturel des champs matures. Cependant, les bons résultats enregistrés par Total, Vaalco, Maurel & Prom et Sino Gabon ont permis d'atténuer cette baisse.

Les exportations, quant à elles, ont connu une hausse de 1,4%, atteignant 5,45 millions de tonnes, tirées par les commandes asiatiques (+16,6%) et de l'Amérique latine & des Caraïbes (+34,2%) des bruts gabonais, notamment le Mandji et l'Oguendjo. Par destination, l'Asie a absorbé plus de la moitié des ventes du brut gabonais.



La persistance de la surabondance de l'offre, couplée à l'atonie de la demande mondiale de pétrole, a maintenu le prix moyen du Brent sous les 50 dollars à 47,91 dollars le baril, en baisse de 17,3% par rapport à 2015. De même, le prix moyen des bruts gabonais a accusé une chute de 32,8% à 36,09 dollars le baril à fin juin 2016.

Le taux de change moyen du franc CFA par rapport au dollar est resté quasiment stable à 588,21 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en millions de tonnes)	5,787	5,774	-0,2%
Exportation (en millions de tonnes)	5,370	5,446	1,4%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	57,947	47,91	-17,3%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	53,710	36,09	-32,8%
Taux de change (\$US/FCFA)	588,374	588,21	0,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3. LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE

La production de gaz naturel commercialisé par les trois compagnies pétrolières (Total Gabon, Shell Gabon et Perenco) a atteint 282 366 milliers de m³ à fin juin 2016, soit une hausse de 14% par rapport

aux réalisations du premier semestre 2015 (247 669 mille m3). Cette embellie résulte essentiellement des bonnes performances de Perenco le principal opérateur dont la production a augmenté de 14,48%. Sur la même période, le prix moyen du mètre cube de gaz a augmenté de 50% atteignant 0,195 USD contre 0,130 USD en 2015.

Evolution de l'activité de production du gaz naturel commercialisé

	1er semestre			var
	2014	2015	2016	2016/2015
Production commercialisée (en milliers de m3)	221 128	247 669	282 366	14%
prix de vente moyen national (USD/m3)	0,144	0,130	0,195	50%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.4. LES MINES

II.4.1. Le manganèse

Au cours du premier semestre 2016, la production mondiale brute d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, a reculé de 2,2% par rapport au premier semestre 2015, entraînant une forte augmentation des stocks de minerai de manganèse disponibles. En vue de réduire le niveau des stocks, la Comilog a suspendu, au mois de mars 2016, la production de minerai de manganèse, conjugué à l'arrêt de l'activité de CICMHZ sur le gisement de Ndjolé. Dans ce contexte la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a chuté de 25,7% à 1,5 million de tonnes à fin juin 2016.

Cette situation a induit une baisse de 14,5% des quantités vendues de manganèse à 1,3 millions de tonnes. Par voie de conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 23,1% pour se situer à 124 milliards de francs CFA, plombé également par la baisse des prix du manganèse de 16,1% au cours de la période sous revue (soit 2,91 USD/dmtu en moyenne au premier semestre 2016 contre 3,47 USD/dmtu au premier semestre 2015). Il faut cependant noter que les prix du minerai de manganèse sont reparti à la hausse au cours du second trimestre, suite aux diverses interruptions de production observées au plan mondial.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	2 033 943	1 510 539	-25,7%
Ventes	1 841 045	1 574 792	-14,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	161 191	123 953	-23,1%

Source : Comilog, CICMHZ

II.4.2. L'or

L'activité aurifère a été marquée par un ralentissement durant le premier semestre 2016, suite aux arrêts de la production induits par les fortes pluies qui ont inondé la mine et aux difficultés

d'évacuation du minerai. Ainsi, la production de l'or s'est établie à 602,4 kg à fin juin 2016 contre 663,5 kg extraits à la même période en 2015, soit une contraction de 9,2%.

Parallèlement, le chiffre d'affaires a baissé de 11,7%, passant de 11,7 milliards de FCFA au 30 juin 2015 à 10,3 milliards à fin juin 2016, sous l'effet conjugué du repli des cours mondiaux de l'or, dans un contexte de hausse du dollar us.

Evolution de l'activité aurifère

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (KG)	663	602	-9,2%
Lingots (Nombre)	102	125	22,5%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	11 685	10 319	-11,7%

Source : REGG Gabon

II.5. L'EXPLOITATION FORESTIERE

Au terme des six premiers mois de 2016, l'exploitation forestière a été marquée par une amélioration des performances. Ainsi, la production de grumes a progressé de 25,7%, passant à 727 358 m³. Cette embellie résulte de la disponibilité des surfaces forestières exploitables et de la hausse de la demande des industries. Au cours de la même période, les achats de grumes ont augmenté de 6,1% alors que les ventes de grumes aux industries locales ont enregistré une progression de 4,2% à 210 460 m³.

Evolution de l'activité forestière

(en m3)	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production forestière	578 660	727 358	25,7%
Achats de grumes	41 006	43 510	6,1%
Ventes aux industries locales	202 020	210 460	4,2%

Sources: Dich, Hua Jia, Sitrab, Somivab, Ifeg, Sbg, Rg Mb.Oy., Bso Ndjolé, Safor I., Rg Mevang, Tali B., Rg Ivindo, Egb, Peng X. Mkk, Ceb, Cora W., Cbg, Bordamur Oy., Bso Minko Mibe, Ttib, Tbni Ow. Snbg

II.6. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.6.1. Le caoutchouc naturel

L'activité de la filière caoutchouc naturel a été morose au cours du premier semestre 2016. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a régressé de 19,7% pour se situer à 10 967 tonnes. De même, l'usinage du caoutchouc en granulés de 50 kg a connu une baisse de 28,1%, suite à l'arrêt de l'usine en vue des travaux de réhabilitation de l'outil de production.

Sur le plan commercial, les exportations de granulés ont enregistré un recul de 31,3%, induisant ainsi une chute de 42,% du chiffre d'affaires qui s'est situé à 4,2 milliards de FCFA, exacerbée par la baisse continue des cours du caoutchouc sur les marchés mondiaux.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	13 655,6	10 967,4	-19,7%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	8 528,0	6 129,9	-28,1%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	8 772,4	6 031,7	-31,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 265,8	4 212,6	-42,0%
Effectifs	181,0	185,0	2,2%
Masse salariale	641,2	634,5	-1,1%

Source : SIAT

II.6.2. L'élevage

II.6.2.1. L'élevage bovin

Au premier semestre 2016, le cheptel du ranch Nyanga a augmenté de 6,7% par rapport au premier semestre 2015 atteignant 4 922 têtes. Par contre, la vente de viande a connu un fléchissement de 36,7%, se situant à 37,5 tonnes à fin juin 2016, générant un chiffre d'affaires de 164 millions de FCFA. Cette situation est imputable à la diminution du nombre des bêtes éligibles à l'abattage.

Evolution de l'élevage bovin

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Effectif du cheptel	4 614	4 922	6,7%
Vente de viande (en kg)	59 275	37 520	-36,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	250	164	-34,5%
Effectif	20	22	10,0%
Masse salariale	59	59	0,0%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.7. LES AGRO-INDUSTRIES

II.7.1. La minoterie et l'aviiculture

L'activité meunière et avicole a enregistré des résultats globalement positifs durant le premier semestre 2016. Ainsi, la production de farine a légèrement progressé de 0,4% pour se situer à 34 998 tonnes. De même, la production des aliments pour bétail a connu une hausse de 10,6%, soit 14 788 tonnes, en raison de la fermeté de la demande des éleveurs indépendants. Parallèlement, la production des œufs s'est élevée à 22,1 millions d'unités, en hausse de 2% par rapport à fin juin 2015.

Compte tenu de ces performances agroindustrielles, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 3,3%, pour un montant de 16,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Farine (en tonnes)	34 849	34 998	0,4%
Issues (en tonnes)	9 628	9 977	3,6%
Aliments pour bétail (en tonnes)	13 367	14 788	10,6%
Œufs (en milliers d'unités)	21 625	22 067	2,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	16 307	16 853	3,3%
Effectifs	216	216	0,0%
Masse salariale	1 490	1 350	-9,4%

Source : Smag

II.7.2. Les huiles et corps gras

Au terme des six premiers mois de 2016, l'activité de fabrication des huiles et corps gras a poursuivi ses contre-performances industrielles et commerciales. En effet, la production de l'huile de palme brute s'est située à 2 927 tonnes à fin juin 2016, soit une chute de 36% en raison de la vieillissement des plantations. De même, l'oléine (huile raffinée) et les savons ont baissé respectivement de 30,3% et 66,8%, sous l'effet des faibles quantités de l'huile brute à raffiner. Confrontées à la concurrence des importations, les volumes vendus d'oléine et de savons se sont contractés sur le marché local, entraînant un effondrement de 48,7% du chiffre d'affaires, passant à 1,9 milliard de FCFA à fin juin 2016.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	4 576,1	2 927,3	-36,0%
Huile raffinée	2 845,5	1 982,0	-30,3%
Savons	912,1	303,5	-66,7%
Ventes (en tonnes)	3 583,9	2 011,7	-43,9%
Huile raffinée	2 444,4	1 603,7	-34,4%
Savons	1 139,5	408,0	-64,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 736,0	1 916,9	-48,7%
Effectifs	173	153	-11,6%
Masse salariale	550,5	551,3	0,1%

Source : SIAT

II.7.3. Le sucre

Au terme des six premiers mois de 2016, la raffinerie de sucre s'est caractérisée par des résultats mitigés. En effet, sur le plan agroindustrielle, la production de granulé de 50 kg à baissé de 2,6%, en raison des pannes constatées du fait de l'obsolescence de l'outil de production. De même, la transformation de sucre en morceaux et autres présentations a connu un ralentissement (-40,9%), suite aux perturbations de la production liées à l'installation d'une nouvelle machine sur la deuxième ligne de production. Afin de satisfaire la demande croissante du marché, la société a eu recours aux importations pour un volume de 5 981 tonnes de sucre.

Cependant, sur le plan commercial, la demande soutenue des principaux clients (brasseries et aux boulangeries) et des ménages a boosté les ventes de sucre (+3,8%), induisant un chiffre d'affaires de 10,1 milliards de FCFA à fin juin 2016, soit un accroissement de 2,5%.

Evolution de l'activité sucrière

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production de granulés de sucre de 50 kg (en tonnes)	4 811	4 688	-2,6%
Importation (en tonnes)	4 900	5 981	22,1%
Total du sucre transformé (en tonnes)	8 080	4 774	-40,9%
Sucre (en morceaux)	3 663	4 774	30,3%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	4 417	0	-
Ventes (en tonnes)	15 901	16 501	3,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 888	10 134	2,5%
Effectifs	381	363	-4,7%
Masse salariale	1 370	1 570	14,6%

Source : Sucaf

II.7.4. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des résultats globalement positifs à fin juin 2016. Ainsi, la production totale s'est élevée à 1,4 million d'hectolitres, soit une hausse de 5,7% par rapport à la même période en 2015, sous l'effet des travaux de réhabilitation des usines. Les bières, les vins et les alcoomix se sont bien comportés en raison de la fermeté de la demande locale. En conséquence, le chiffre d'affaires a progressé de 8,8% pour se situer à 82,5 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en hectolitres)	1 352 490	1 430 247	5,7%
Bières	754 914	814 374	7,9%
Boissons gazeuses	557 494	567 197	1,7%
Vins	17 941	23 989	33,7%
Divers	22 140	24 688	11,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	75 858	82 523	8,8%
Effectifs	965	981	1,7%
Masse salariale	6 517	6 467	-0,8%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.7.5. L'eau minérale

A fin juin 2016, la production de l'eau minérale s'est élevée à 352 781 hectolitres, soit un accroissement de 4,1%, suite à la fermeté de la demande locale. Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est affermi de 5,6% pour s'établir à 7,5 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, la société a fonctionné avec un effectif de 66 agents permanents, en progression de 20%, suite à l'agrandissement de l'usine, pour une masse salariale de 391 millions de FCFA (+18,7%).

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production d'eau (en hectolitres)	338 785	352 781	4,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 130	7 527	5,6%
Effectifs	55	66	20,0%
Masse salariale	330	391	18,7%

Source : Soboléo

II.8. LES INDUSTRIES DU BOIS

A fin juin 2016, les industries du bois ont consolidé leurs performances enregistrées en début d'année. Ainsi, la production totale, tous segments confondus, s'est améliorée de 13,2% pour s'établir à 370 878 m³, favorisée par l'approvisionnement régulier des unités de transformation en grumes et la demande soutenue des marchés extérieurs.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont diminué de 7,9% en raison de la faiblesse des commandes du marché domestique notamment en matière de contreplaqué. A l'inverse, les exportations ont progressé de 19,5% passant à 324 810 m³, en liaison avec la vitalité du marché international.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m3)	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	327 577	370 878	13,2%
Ventes locales	19 601	18 050	-7,9%
Exportations	271 792	324 810	19,5%

Sources: DICB, échantillon des entreprises du secteur

II.8.1. Les unités de sciage

Au cours des six premiers mois de 2016, les unités de sciages ont connu un raffermissement de leur activité, tant sur le plan industriel que commercial. En effet, la production des bois sciés est passée de 207 350 m³ à 227 905 m³, soit une hausse de 9,9%. Cette embellie résulte de la montée en puissance des unités nouvellement installées et de l'approvisionnement régulier des unités de transformation en matière première.

Parallèlement, les ventes locales ont augmenté de 4,7% pour se situer à 15 925 m³, pendant que les exportations progressaient de 16,6% pour atteindre 206 489 m³, en raison de la vigueur de la demande du marché domestique et du marché international de sciage.

Evolution de l'activité de sciage

(en m3)	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	207 350	227 905	9,9%
Ventes locales	15 203	15 925	4,7%
Exportations	177 165	206 489	16,6%

Sources: Dich, Hua Jia, Sitrab, Somivab, Ifeg, Sbg, Rougier Mbouma Oyali, Bso Ndjolé, Safor I., Rougier Mevang, Tali Bois, Rougier Ivindo, Egb, Peng Xing, Mkk, Ceb, Cora Wood, Cbg, Bordamur Oyem, Bso Minko Mibe, Tüb, Tbni Owendo, Sngb.

II.8.2. Les unités de déroulage

- **Le placage**

Le segment placage a enregistré une amélioration des performances industrielles et commerciales au cours du premier semestre 2016. En effet, la production est passée à 111 815 m³, soit une hausse de 20,4%. Parallèlement, les exportations ont augmenté de 25,8%, sous l'effet de la vigueur du marché international.

Evolution de l'activité de placage

(en m3)	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	92 858	111 815	20,4%
Ventes locales			-
Exportations	72 660	91 433	25,8%

Sources: Cora Wood, Sngb, Thébault-Transbois, Rimbunan, Tgi, Cema Gabon.

- **Le contreplaqué**

L'activité de fabrication de contreplaqué s'est caractérisée par des résultats appréciables à fin juin 2016. Ainsi, la production est passée à 31 158 m³, soit une hausse de 13,8%. Cette amélioration est liée au fonctionnement optimal des unités de transformation.

Sur le plan commercial, les exportations ont connu la même évolution ascendante (+22,4%), atteignant 26 888 m³, justifiée par les commandes soutenues du marché international au premier semestre 2016. En revanche, les ventes locales ont chuté de 51,7%, en raison de la faiblesse des consommations des ménages et des entreprises de construction.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m3)	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	27 369	31 158	13,8%
Ventes locales	4 398	2 125	-51,7%
Exportations	21 967	26 888	22,4%

Sources : Cora Wood, Sheng Yang, Rougier Owendo, Otim Veener.

II.9. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.9.1. La chimie

- **Les peintures**

La fabrication des peintures s'est caractérisée par des résultats mitigés au cours des six premiers mois de 2016. En effet, la production a augmenté de 16,2% pour atteindre 2 300 tonnes. A l'inverse, le chiffre d'affaires a reculé de 9,3% à 4,2 milliards de FCFA, du fait de la contraction des quantités vendues suite à la faiblesse des commandes des principaux clients industriels.

Evolution de l'activité des peintures

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en tonnes)	1 979,1	2 299,8	16,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 664,9	4 231,8	-9,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	578,2	405,7	-29,8%
Effectifs (en nombre)	69	74	7,2%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- **Les lubrifiants**

La production des lubrifiants a progressé de 23,3% à fin juin 2016, passant de 1 337,2 tonnes au 30 juin 2015 à 1 649 tonnes au 30 juin 2016, sous l'effet de la vitalité des commandes des marqueteurs nationaux. A contrario, suite à la morosité de l'activité de la filière huile et corps gras, la production des emballages a chuté de 72,3%. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 15,2% pour se situer à 2,3 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, la réduction des effectifs de 11,6% s'est traduite par un repli de la masse salariale à 205 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	1 337	1 649	23,3%
Emballages (en unités)	89 162	24 692	-72,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 002	2 306	15,2%
Effectifs (nombre d'agents)	43	38	-11,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	358	205	-42,6%

Source : PIZOLUB

- *Les gaz industriels*

A fin juin 2016, l'activité de fabrication des gaz industriels a été morose suite à la contraction des commandes du secteur pétrolier, des industriels et des structures hospitalières. Ainsi, la production consolidée a régressé de 9,4% à 179 300 m3 à fin juin 2016. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est replié de 23,9% à 1,4 milliard de FCFA, en liaison avec les faibles consommations de l'oxygène et de l'acétylène par les structures hospitalières et des clients industriels.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en m3)	198 000	179 300	-9,4%
Oxygène	130 100	92 100	-29,2%
Azote gazeux	12 600	38 500	205,6%
Azote liquide	40 800	36 300	-11,0%
Acétylène	14 500	12 400	-14,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 832	1 394	-23,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	368	346	-6,1%
Effectifs (nombre d'agents)	62	58	-6,5%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.9.2. Les matériaux de construction

La branche fabrication de ciment a enregistré de bons résultats au cours des six premiers mois de 2016, en raison de la montée en puissance de l'usine nouvellement mise en service à Owendo. Ainsi, la production de ciment s'est raffermie notablement (+83,7%) pour atteindre un volume de 162 543 tonnes.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires a progressé de 72,9% à 12,8 milliards de FCFA au 30 juin 2016, suite à l'accroissement des ventes de ciment, tirées par les consommations du marché local.

Le renforcement des effectifs de 38,1% a induit une augmentation de la masse salariale de 31,4% à 1,2 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en tonnes)			
Ciments	88 481	162 543	83,7%
Ventes de ciment (en tonnes)	88 381	162 991	84,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 420	12 830	72,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	924	1 213	31,4%
Effectifs	113	156	38,1%

Source : CIMGABON, CIMAF

II.9.3. La seconde transformation des métaux

Au 30 juin 2016, la seconde transformation des métaux a consolidé les performances enregistrées au premier trimestre. Ainsi, la production des tôles a progressé de manière appréciable (+86,3%) pour s'établir à 2 027,2 tonnes, sous l'effet de la demande soutenue des principaux clients, notamment les quincailleries et les ménages. Par ailleurs, la production de fer à béton s'est établie à 1 628,5 tonnes.

Corrélativement à cette embellie, le chiffre d'affaires généré par la vente des produits s'est élevé à 3,2 milliards de FCFA au 30 juin 2016, soit une amélioration de 2,3%. La masse salariale quant à elle a enregistré une augmentation de 17,3% sous l'impulsion d'un renforcement des effectifs de 28,9%.

La seconde transformation des métaux

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en tonnes)	1 088,3	2 027,2	86,3%
Tôles minces	484,2	923,2	90,6%
Tôles épaisses	604,0	1 104,0	82,8%
Fer à béton (en tonnes)	-	1 628,5	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 090,4	3 162,8	2,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	242,4	284,4	17,3%
Effectifs (en nombre d'agents)	45	58	28,9%

Sources : SOTRALGA

II.10. LE RAFFINAGE

Au terme des six premiers mois de 2016, l'industrie de raffinage du pétrole est marquée par un raffermissement de son activité, favorisé par un fonctionnement sans incident de l'outil de production, à la suite des travaux de réhabilitation réalisés les années précédentes. Ainsi, le volume de brut traité s'est accru de 32%, passant à 487 519 tonnes métriques. Afin de combler le déficit structurel et satisfaire le marché local, la société a dû importer des produits pétroliers raffinés pour un volume de 137 247 tonnes métriques, dont le gasoil représente 67,9% du total. Comparativement à fin juin 2015, les quantités importées ont connu une baisse de 3,3%.

Sur le plan commercial, les ventes de produits pétroliers raffinés ont évolué de manière ascendante tant sur le marché local qu'à l'export. Cependant, la révision à la baisse des prix des carburants à la pompe observée en début d'année et la baisse des cours du pétrole sur le marché international ont induit la régression du chiffre d'affaires de 28,5% pour se situer à 116 milliards de FCFA à fin juin 2016.

Evolution de l'activité de raffinage

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
TOTAL DU BRUT TRAITE	368 125	487 518	32,4%
Compte propre (tonnes métriques)	368 125	487 518	32,4%
IMPORTATIONS DE PRODUITS PETROLIERS (TM)	141 945	137 247	-3,3%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	20 185	20 735	2,7%
Super (m ³)	44 967	53 338	18,6%
Pétrole lampant (m ³)	12 152	16 322	34,3%
Turbine fuel 1 (m ³)	18 985	27 290	43,7%
Gasoil moteur (m ³)	239 443	248 705	3,9%
Résidu atmosphérique export (TM)	217 157	277 333	27,7%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	162 206	115 956	-28,5%
Chiffre d'affaires intérieur	117 494	87 483	-25,5%
Chiffre d'affaires export	44 712	28 473	-36,3%

Source : Sogara

II.11. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

La branche énergie et eau a consolidé ses résultats au cours des six premiers mois au regard de l'évolution des principaux indicateurs, imputable aux travaux d'amélioration de l'outil de production et du renforcement des capacités installées.

II.11.1. L'électricité

A fin juin 2016, la branche électricité a poursuivi son embellie, suite au déploiement de nouveaux groupes électrogènes dans certaines localités de l'intérieur du pays. Ainsi, la

production nette d'électricité s'est accrue de 4,6% passant à 1 215 Gwh, sous l'impulsion des bons résultats de la SEEG.

Dans le même temps, les ventes d'électricité ont augmenté de 9,7% pour s'établir à 937,3 Gwh, soutenues par la demande des clients industriels et des ménages. En conséquence, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 7,9% pour se situer à 88,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production nette (en GWh)	1 161,5	1 215,0	4,6%
Production nette SEEG	975,7	1 032,6	5,8%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	185,8	182,4	-1,8%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	854,3	937,3	9,7%
Volumes facturés MT hors cession	303,4	326,1	7,5%
Volumes facturés BT hors cession	550,9	611,2	10,9%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	81 963,7	88 479,0	7,9%
CA MT hors cession	24 685,0	25 609,0	3,7%
CA BT hors cession	57 278,8	62 870,0	9,8%

Source : Seeg, Société de Patrimoine

II.11.2. L'eau

La production de l'eau potable a progressé de 5,4% au 30 juin 2016, en raison des travaux réalisés sur des nouveaux forages et du renforcement des réseaux de distribution. De même, comparativement au premier semestre 2015, les ventes hors cession et le chiffre d'affaires générés ont respectivement diminué de 8,5% et 6,8%, induite par de nombreuses fuites liées à la forte pression de l'eau dans les réseaux.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m3)	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production nette	54 998,9	57 960,0	5,4%
Ventes hors cession	38 383,5	35 140,0	-8,5%
CA hors cession (en millions de FCFA)	14 058,1	13 096,0	-6,8%

Source: SEEG

II.12. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Le secteur BTP a enregistré une nouvelle contre-performance au terme du premier semestre de l'année 2016. En effet, la production consolidée a fléchi de 12,6% pour un montant de 111 milliards de FCFA à fin juin 2016, en raison du ralentissement de la plupart des chantiers en cours de réalisation, ainsi que de l'absence de nouveaux chantiers d'envergure dans les deux segments que compte le secteur des BTP.

Evolution des activités du secteur BTP

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en millions de FCFA), dont :	126 999	111 028	-12,6%
Bâtiment et Génie civil	110 440	99 000	-10,4%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	16 558	12 028	-27,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	19 297	17 752	-8,0%
Effectifs (nombre d'agents)	3 827	3 522	-8,0%

Sources: Socoba Edtpl, Colas, Acciona, Crbc, Sogafric, Seteg, ETE, Bouygues, Sogacer, Sericom, Corail, CGPR et Mika Services.

Compte tenu de la morosité de l'activité, certaines entreprises du secteur ont procédé aux licenciements économiques ou à la mise en congés techniques, induisant une réduction de 8% des effectifs totaux à 3 522 agents représentant une masse salariale de 17,8 milliards de FCFA.

II.13. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.13.1. Le transport aérien

La branche du transport aérien s'est caractérisée par un tassement de l'activité durant le premier semestre 2016, au regard de l'évolution de ses principaux indicateurs. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 8,7%, suite à la fermeture d'une compagnie (Allegiance).

Par conséquent, le nombre de passagers transportés s'est élevé à 422 883 personnes à fin juin 2016, soit un repli de 12,7% comparativement à la même période en 2015. Cependant, l'évolution positive du transit (22%) résulte d'une adaptation du programme d'Ethiopian et à un doublement du trafic de Turkish Airlines.

Parallèlement, le volume de fret a reculé de 9,5%, passant à 7 101 tonnes de marchandises transportées à fin juin 2016.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Mouvements Avions Commerciaux	11 517	10 518	-8,7%
- Réseau domestique	5 800	5 002	-13,8%
- Réseau international	5 717	5 516	-3,5%
Passagers	484 461	422 883	-12,7%
- Réseau domestique	134 486	121 374	-9,7%
- Réseau international	294 481	233 818	-20,6%
- Transit	55 494	67 691	22,0%
Volume du fret (en tonnes)	7 846	7 101	-9,5%
- Réseau domestique	636	415	-34,8%
- Réseau international	7 210	6 686	-7,3%

Source: ADL

II.13.2. Le transport ferroviaire

Durant le premier semestre 2016, l'activité ferroviaire a été marquée globalement par une atonie de l'activité, en liaison avec la morosité de l'activité minière et des BTP. En effet, le volume total de marchandises acheminées par rail a régressé de 17,7% pour se situer à 1,9 millions de tonnes contre 2,3 millions de tonnes en 2015, imputable au transport du manganèse et des produits pétroliers raffinés et ce, malgré la progression des volumes des bois débités, des grumes et des autres marchandises évacués.

Cependant, le nombre de passagers transportés a connu une hausse de 33,9%, soit 113 375 clients. Cette performance résulte d'une meilleure régularité et disponibilité des trains voyageurs, suite aux travaux de maintenance et de stabilisation de la voie ferrée.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 7,3% à 24,1 milliards de FCFA à fin juin 2016, soutenu par la bonne tenue du transport du bois, des passagers et des autres marchandises.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Nombre de passagers	84 657	113 375	33,9%
Volume global des marchandises (en T)	2 327 882	1 916 090	-17,7%
Grumes	142 977	176 290	23,3%
Bois débités	15 593	19 661	26,1%
Manganèse	2 009 666	1 546 788	-23,0%
Produits pétroliers	27 748	22 773	-17,9%
Autres marchandises	131 898	150 578	14,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	22 458	24 095	7,3%

Source: SETRAG

II.14. LES TELECOMMUNICATIONS

La branche des télécommunications a été marquée par l'acquisition d'Atlantique Telecom Gabon (MOOV) par Gabon Télécom au mois de juin 2016 et par un regain d'activité après l'atonie observée en début d'année, suite à la campagne d'identification des clients par les opérateurs de la téléphonie mobile réalisée en 2015. Ainsi, le nombre d'abonnés au téléphone GSM a progressé de 4,7% pour atteindre 2,8 millions de clients actifs. De même, le nombre d'abonnés au téléphone fixe a enregistré une hausse de 7,9%.

Cependant, malgré le déploiement des services 3G/4G par deux opérateurs de téléphonie mobile à Libreville et à l'intérieur du pays, le parc Internet GSM a reculé de 6%, soit 394 000 clients actifs à fin juin 2016.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications a enregistré une amélioration de 2,3% au premier semestre 2016, passant à 138,1 milliards de FCFA.

Evolution du nombre des abonnés

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	135,1	138,1	2,3%
Nombre d'abonnées au mobile (milliers)	2 717,7	2 844,1	4,7%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	18,0	19,4	7,9%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 717,7	2 844,1	4,7%
Nombre d'abonnées à l'Internet GSM (milliers)	418,9	394,0	-6,0%
Nombre d'abonnées à l'Internet haut débit (milliers)	10	13	24,0%

Source : Gabon-Télécom, AIRTEL Gabon, Moov Gabon et Azur Gabon

II.15. LE COMMERCE

II.15.1. Le commerce général structuré

Les six premiers mois de l'année 2016 se sont soldés par la poursuite des contre-performances de la branche du commerce général structuré dont le chiffre d'affaires a régressé de 11,3% à 196,8 milliards de FCFA. Cette situation est expliquée par la faiblesse de la demande publique et des ménages, suite à la baisse d'activité et aux pertes de postes enregistrées dans plusieurs secteurs de l'économie nationale, notamment le secteur pétrolier et les BTP.

Evolution du commerce structuré

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	221,9	196,8	-11,3%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Méca, Nestlé-Gabon, SAN, Mbolo, Bernabé Gabon, Bati PLUS, Sipagel, Centre Affaires

II.15.2. Le commerce des véhicules neufs

- **Véhicules utilitaires**

La baisse observée en début d'année dans le commerce des véhicules utilitaires neufs s'est confirmée à fin juin. Ainsi, le nombre de véhicules vendus est passé à 1 694 unités, soit un repli de 13,8%, occasionné par la contraction des commandes des principaux clients (Etat et sociétés privées).

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Nombre de véhicules vendus	1 965	1 694	-13,8%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels) (union des représentants des automobiles industriels)

- **Véhicules industriels**

A fin juin 2016, le commerce des véhicules industriels est caractérisé par une amélioration de l'activité avec un chiffre d'affaires qui s'est accru de 5,4% pour un montant de 11,2 milliards

de FCFA, attribuable à la nouvelle stratégie de reconquête du marché mise en place par la société Tractafric.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	10,68	11,26	5,4%

Source : Tractafric Equipement

II.15.3. Le commerce des produits pétroliers

Le volume des ventes des produits pétroliers s'est contracté au cours du premier semestre sous l'effet de la faiblesse des consommations de gasoil par les clients industriels, notamment les BTP. Ainsi, les volumes vendus ont atteint 325 815 tonnes métriques à fin juin 2016, en baisse de 4,6%.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Volumes vendus (en tonnes métriques)	341 436	325 815	-4,6%
<i>dont Gasoil</i>	242 720	224 259	-7,6%
<i>Supercarburant</i>	39 427	41 257	4,6%
<i>Kérosène</i>	23 444	23 459	0,1%

Source: GPP

II.15.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques s'est redressé à fin juin 2016. Ainsi le chiffre d'affaires est passé de 30 milliards de FCFA à fin juin 2015 à 30,6 milliards, soit une hausse de 2,23%, suite à une hausse des consommations des médicaments impulsée par l'élargissement du nombre des assurés de la CNAMGS.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	29,95	30,62	2,2%

Sources : Pharmagabon, Ubifarmgabon

II.16. LES SERVICES

A la fin du premier semestre 2016, le secteur des autres services a enregistré globalement une baisse de 1,4% du chiffre d'affaires, malgré le relèvement observé dans la branche des services immobiliers.

II.16.1. Les services rendus aux entreprises

L'activité de la branche des services rendus aux entreprises a régressé de 2,8% pour un chiffre d'affaires de 21,5 milliards de FCFA, en raison du tassement des prestations des cabinets juridiques et fiscaux et de certaines agences en conseil et management.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	22 097	21 469	-2,8%

Sources : Ernst & Young, Bureau Veritas, FEAG, GBM, PWC, PWC Tax & Legal, CIS, Averda, CFAO Technologie Gabon, Deloitte Tohmatsu, Deloitte juridique & fiscal, SGS.

II.16.2. Les services rendus aux particuliers

La faiblesse de la demande des services rendus aux particuliers a induit un repli du chiffre d'affaires de cette branche de 1,7% pour un montant de 24,1 milliards de FCFA au cours du premier semestre 2016.

Evolution de l'activité des services aux particuliers

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	24 481	24 069	-1,7%

Sources : Gesparc, Pmug, SGJL, SGCL, Franstel, Casepga, Gabosep, SAAF la Colombe, Médical optique, Polyclinique El rapha, Labo Color, Cabinet de Groupe des Médecins

II.16.3. Les services immobiliers

La branche des services immobiliers a connu un regain d'activité, en raison de la progression du volume des transactions locatives et du relèvement des prix des loyers, induit par le déficit en logement. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est établi à 1,5 milliard de FCFA à fin juin 2016, soit une amélioration de 27,1%.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 201	1 526	27,1%

Sources : Agence N°1, AIL, Alliance, SNI, BICP, SCI Equateur

II.16.4. Les services de réparation mécanique

Comparativement au premier semestre de l'année 2015, le chiffre d'affaires des services de mécanique générale a baissé de 1,1%, en raison de la contraction des commandes en pièces détachées et de la concurrence du secteur informel. Il s'est élevé à 8,9 milliards de FCFA au 30 juin 2016.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 974	8 877	-1,1%

Sources: ECIG, PEA, GSA, BIG

II.17. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

Le secteur de l'hôtellerie et restauration a enregistré une reprise de l'activité au regard de l'évolution des principaux indicateurs. Aussi, le nombre de clients ayant fréquenté les grands hôtels a-t-il progressé de 128%, suite à la mise en service de nouvelles structures hôtelières. Cependant, malgré la fermeture de certaines unités pour travaux de réhabilitation en vue de la CAN 2017, le taux d'occupation des chambres a perdu 13,95 points, compte tenu du renforcement de la capacité d'accueil.

Parallèlement, le chiffre d'affaires global du secteur a progressé de 4,2% à 23,6 milliards de FCFA, en lien avec l'amélioration du chiffre d'affaires de l'hôtellerie (7,9 milliards) alors que la restauration collective baisse très légèrement à 15,6 milliards de chiffres d'affaires.

Evolution de l'activité hôtelière

	Premier semestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	22 608	23 562	4,2%
<i>Hôtels</i>	6 933	7 923	14,3%
<i>Restauration collective</i>	15 675	15 639	-0,2%
Chambres occupées (en nombre)	54 096	60 577	12,0%
Taux d'occupation (en %)	57,95	44,00	-13,95 pts
Prix moyen/chambre (FCFA)	150 788	141 494	-6,2%

Sources : Rê-ndama, Radisson blu, Park Inn, Mandji, Sodexo, Newrest, Ayoba, GSS

II.18 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

Au 30 juin 2016, le total agrégé des bilans des dix banques en activité s'est établi à 2 505 milliards de FCFA. Il a progressé de 3,1% comparativement à la même période de l'année précédente, en relation avec l'accroissement des crédits nets (+4%) à 1 691 milliards de FCFA.

II.18.1.1 Les ressources collectées

Au cours de la période sous revue, les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont enregistré une augmentation de 2,6% à 2143 milliards de FCFA.

Les ressources à vue se sont renforcées de 3,9% à 1 285 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016, en liaison à la hausse des dépôts publics (+11,3%) et des dépôts privés (+4,1%). Elles ont représenté 60% du total des dépôts collectés contre 59,2% l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont confortées de 1,6% à 773 milliards de FCFA en juin 2016 contre 760 milliards de FCFA une année auparavant. Elles ont ainsi représenté 36% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	Juin 2014	Juin 2015	Juin 2016	2016/2015
Comptes à vue	1 323 339	1 236 791	1 285 110	3,9%
Compte à terme	679 184	740 960	753 422	1,7%
Comptes de dépôts à régime spécial	19 260	19 469	19 487	0,1%
Autres comptes	87 260	85 414	76 317	-10,7%
Dettes rattachées	8 417	6 664	8 875	33,2%
TOTAL DES DEPOTS	2 117 460	2 089 298	2 143 211	2,6%

Sources : Banques / DGEPPF

Les dépôts publics ont augmenté de 13,1% à 309 milliards de FCFA au second trimestre 2016. Ils ont représenté 14,4% du total des dépôts en juin 2016 contre 13,1% en juin 2015. Les dépôts des entreprises publiques ont baissé de 36,1% pour s'établir à 47 milliards de FCFA, représentant 2,2% des dépôts collectés.

Par ailleurs, les dépôts du secteur privé se sont consolidés de 4,1% à 1 669 milliards de FCFA à fin juin 2016. Ils ont représenté 77,9% du total des dépôts contre 76,7% l'année précédente.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	Juin 2014	Juin 2015	Juin 2016	2016/2015
Dépôts publics	298 839	273 629	309 543	13,1%
Dépôts des entreprises publiques	66 373	74 239	47 418	-36,1%
Dépôts privés	1 627 468	1 603 511	1 668 923	4,1%
dépôts des non résidents	29 101	45 842	32 135	-29,9%
dépôts non ventilés	95 677	92 078	85 192	-7,5%
TOTAL DES DEPOTS	2 117 460	2 089 298	2 143 211	2,6%

Sources : Banques / DGEPPF

II.18.1.2 Les crédits distribués

Au deuxième trimestre 2016, les crédits bruts distribués se sont raffermis de 6% à 1 788 milliards de FCFA contre 1 687 milliards de FCFA un an auparavant.

Les crédits octroyés au secteur privé se sont repliés de 1,6% à 1 138 milliards de FCFA en juin 2016. Ils ont représenté 63,6% du total des crédits en juin 2016 contre 68,5% en juin 2015. De même, les crédits consentis aux entreprises publiques représentant 2,5% de l'ensemble des crédits bruts se sont contractés de 9,7% à 45,6 milliards de FCFA en juin 2016.

Les crédits aux administrations publiques quant à eux, se sont confortés de 27,5% à 520 milliards de FCFA à fin juin 2016. Ceux-ci ont représenté 29,1% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	Juin 2014	Juin 2015	Juin 2016	2016/2015
Crédits à l'Etat	323 426	407 869	519 931	27,5%
crédits aux entreprises publiques	114 284	50 447	45 557	-9,7%
Crédits au secteur privé	1 256 082	1 155 890	1 137 843	-1,6%
Crédits aux non résidents	60 791	58 682	60 512	3,1%
Autres créances	35 993	14 391	21 750	51,1%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 790 573	1 687 278	1 787 936	6,0%

Sources : Banques / DGEPPF

II.19.LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

L'activité des établissements de microfinance a enregistré de bonnes performances au deuxième trimestre 2016.

II.19.1. La configuration du secteur

Au 30 juin 2016, l'offre de services financiers de proximité est passée de 12 à 14 EMF dont quatre (4) de première catégorie et dix (10) de deuxième catégorie, les deux nouvelles structures étant Fidelis et Crédit Solidaire du Gabon (CSG).

Structure du secteur

Indicateurs	juin 2015	juin 2016	Variation en %
Nombre d'EMF	12	14	16,67
Nombre d'agences	58	61	5,17

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Cette répartition consacre toujours le contrôle de l'activité par les sociétés anonymes dites structures de la deuxième catégorie.

II.19.2. La couverture géographique et la clientèle des EMF

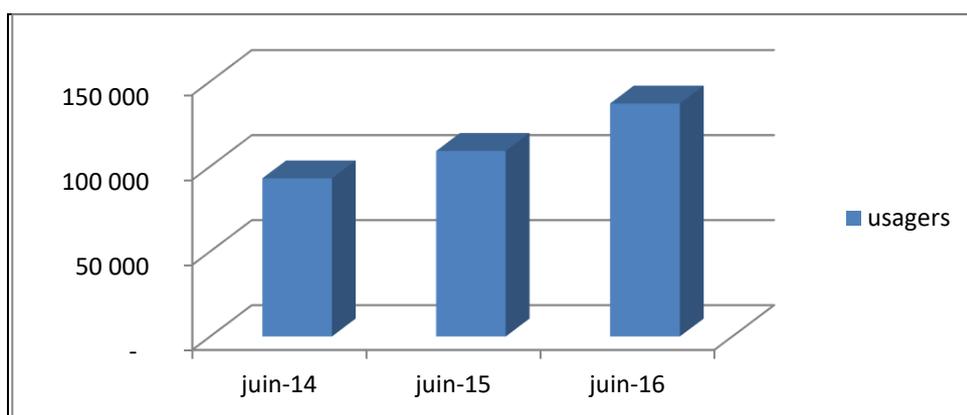
Le nombre d'agences et points de vente est passé de 58 à 61, soit 3 agences nouvellement créées. Cette évolution traduit la volonté des opérateurs de se rapprocher des populations cibles. Toutefois, les activités sont majoritairement concentrées à Libreville qui accueille 47 agences.

Evolution des usagers et des effectifs

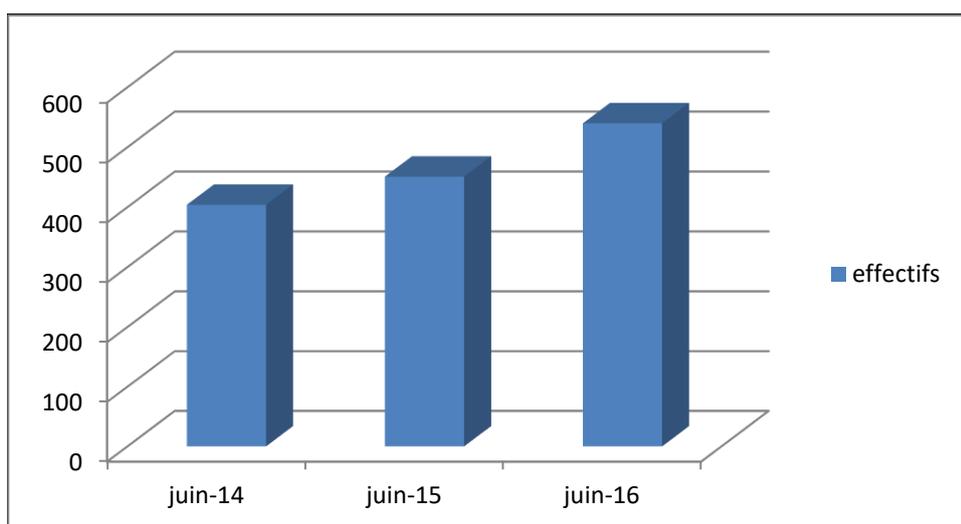
	<i>juin 2015</i>	<i>juin 2016</i>	<i>Variation en %</i>
Usagers	109 118	136 985	25,53
Effectifs	451	540	19,73

Source : EMF/Cellule Microfinance

Grâce aux efforts d'élargissement de la couverture géographique, le nombre de bénéficiaires des services des EMF a enregistré une hausse de 25,53%, passant de 109 118 clients en juin 2015 à 136 985 en juin 2016.



Les effectifs employés par le secteur ont évolué considérablement. Ainsi, de 451 agents en 2015 le nombre a augmenté de 19,73% pour atteindre 540 salariés en juin 2016, en raison de l'embauche dans plusieurs agences.



II.19.3. Les capitaux propres et intermédiation financière

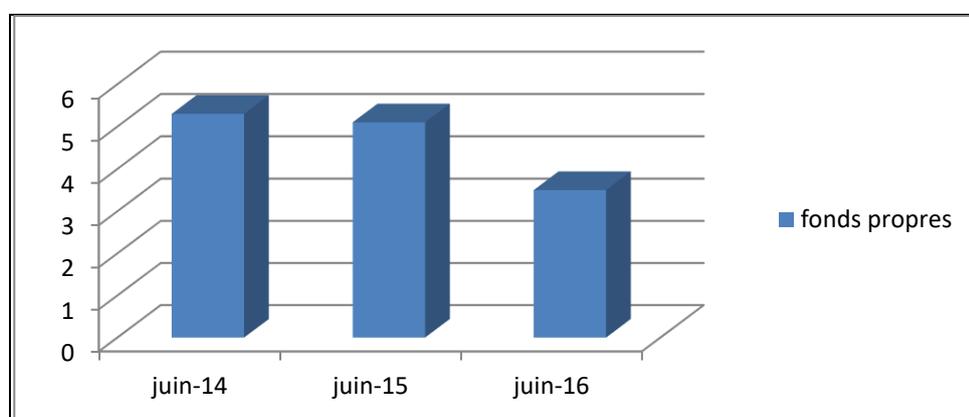
Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

	<i>juin 2015</i>	<i>juin 2016</i>	<i>Variation en %</i>
Fonds propres	5,11	3,5	-31,50
Encours de dépôts	34,85	20,18	-42,09
Encours de crédits	23,12	19,17	-17,08

Source : EMF/Cellule Microfinance

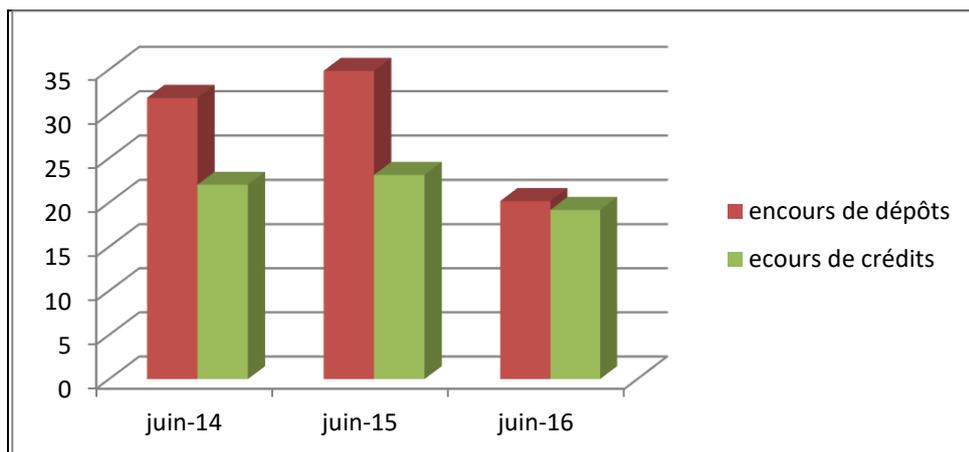
Les fonds propres

Les fonds propres des EMF établis à 3,5 milliards à fin juin 2016 ont diminué de 31,50%, suite à la dégradation de la situation financière de quatre EMF de deuxième catégorie.



Les activités d'intermédiation financière

Les activités d'intermédiation financière montrent la même tendance baissière avec une baisse des dépôts collectés et de l'encours des crédits. En effet, les dépôts collectés à fin juin 2016 se sont élevés à 20,18 milliards de francs CFA, en baisse de 42% par rapport à juin 2015. Cette performance est consécutive à la méfiance affichée par de nombreux usagers vis-à-vis du secteur, depuis l'annonce en septembre 2015 de la grande escroquerie de Bâtisseurs de Richesses SARL. La structure des dépôts n'a pas évolué avec une prépondérance des dépôts à vue.



Les crédits à la clientèle, se sont chiffrés à 19,17 milliards de francs CFA contre 23 milliards en juin 2015, soit un repli de 17%. Les principaux produits distribués ont été le crédit de consommation ou social, le crédit immobilier, le crédit PME/PMI, le crédit destiné au financement des Activités Génératrices de Revenus et le crédit artisanal.

II.20 LE SECTEUR ASSURANCE

Au cours du deuxième trimestre 2016, l'activité du secteur a poursuivi son mouvement de baisse déjà observé depuis le quatrième trimestre de l'année 2015. En effet, le contexte économique marqué par un ralentissement de la croissance a contribué au recul du volume global des primes collectées par les compagnies d'assurance et ce, malgré l'amélioration continue de la branche Vie qui demeure néanmoins modeste. En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé a chuté de 6,5% pour se situer à 55,56 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016 contre 59,42 milliards à la même période sur l'exercice précédent.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance aux 2èmes trimestres 2015 et 2016

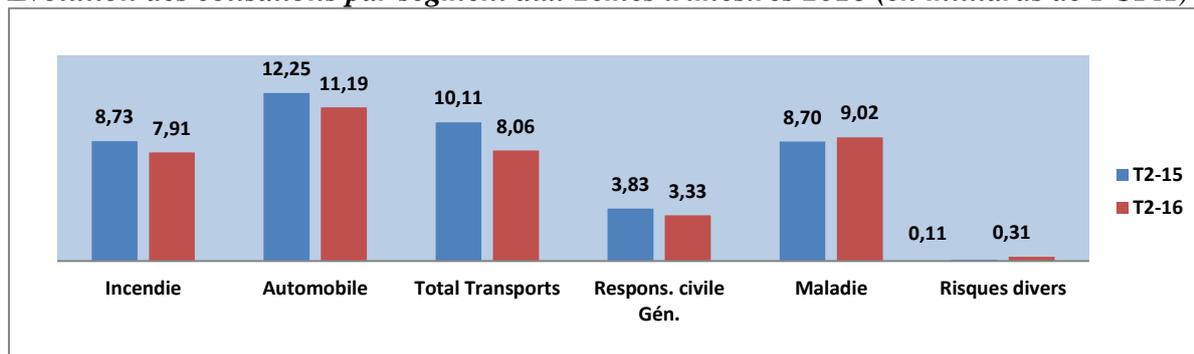
en milliards de FCFA	Premier semestre		Var %	Parts
	2015	2016		
Branches				
Non Vie	51,04	46,67	-8,6	84%
Vie	8,38	8,90	6,2	16%
Total	59,42	55,56	-6,5	100%

Source : Compagnies d'assurances

II.20.1. La Branche Non Vie

Au cours de la période sous revue, l'activité a enregistré une baisse de 6,5% à 55,56 milliards de FCFA de son chiffre d'affaires contre 59,42 milliards à la même période en 2015, sous l'effet des contre-performances des produits à rendements garantis notamment, « l'Automobile » (-8,07% à 11,19 milliards), « Total Transports » (-20,3% à 8,06 milliards), « l'Incendie » (-9,4% à 7,91 milliards, en dépit de la bonne tenue du produit « Maladie/Assistance » qui a enregistré une hausse de 3,7% à 9,02 milliards. Cette branche représente 84% du total des émissions du secteur.

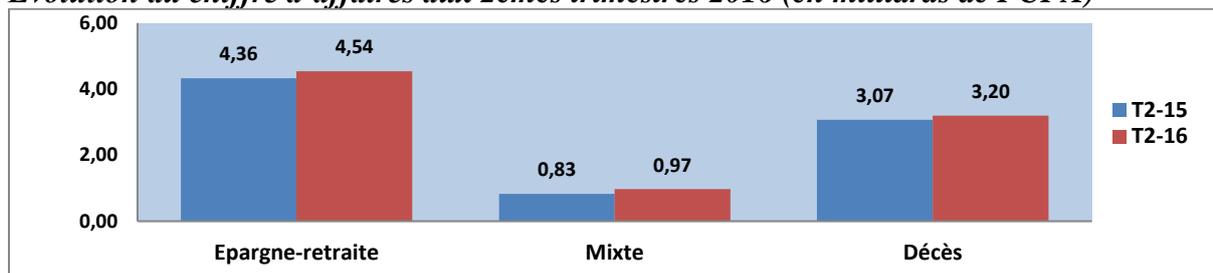
Evolution des cotisations par segment aux 2èmes trimestres 2016 (en milliards de FCFA)



II.19.2. La Branche Vie et Capitalisation

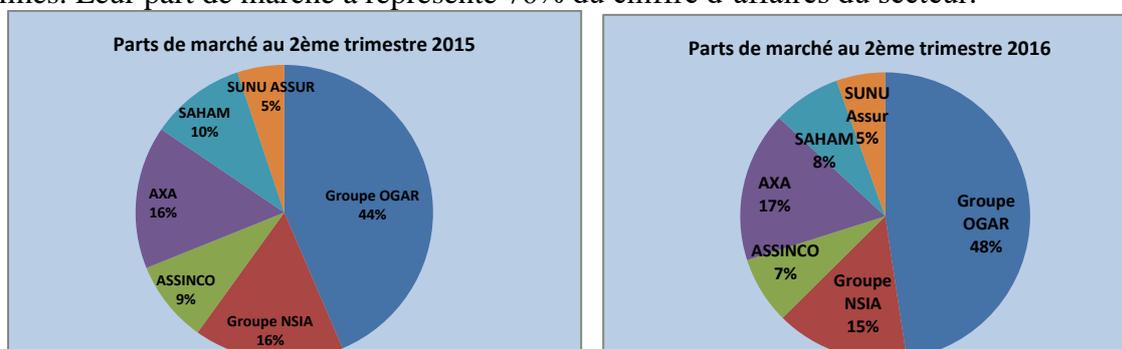
La Branche couvre les produits suivants : capitalisation (Epargne retraite), décès et mixte. Cette branche représente 16% de l'encours des primes du secteur sur la période. Les émissions ont généré un chiffre d'affaires, en hausse de 6,2% à 8,90 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016, en raison des souscriptions de nouveaux contrats sur les produits classiques : « Capitalisation (Epargne-Retraite) » (+4,4% à 2,48 milliards de FCFA) et « Décès » (+15,8% à 2,78 milliards de FCFA).

Evolution du chiffre d'affaires aux 2èmes trimestres 2016 (en milliards de FCFA)



La Répartition des parts de marché par compagnie

Les groupes (OGAR, NSIA et la Société AXA Assurance) se sont répartis l'essentiel des primes. Leur part de marché a représenté 76% du chiffre d'affaires du secteur.



Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés, s'est élevée à 12,89 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016 contre 13,18 milliards à la même période en 2015, soit une baisse de 2,2%. Les sinistres réglés pour le compte de la branche Non Vie se sont contractés de 21,1% à 8,39

milliards de FCFA au deuxième trimestre en 2016. Par contre, dans le même temps, la branche Vie a couvert 39% des sinistres payés du secteur. Ils ont progressé de 76,5% à 4,50 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016.

II.21 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin juin 2016, trois (3) établissements financiers ont été recensés au Gabon, à savoir Alios Finance Gabon, Finatra, et Bici-Bail Gabon. Ces trois établissements ont pour principales activités le crédit automobile, le crédit bail et le crédit d'équipement.

II.21.1 Les ressources

Les ressources des établissements financiers à fin juin 2016, se sont établies à 82,5 milliards de FCFA contre 83,4 milliards de FCFA un an auparavant, soit une baisse de 1,1%. Cette situation résulte essentiellement de la baisse simultanée des dettes bancaires (-1,2% à 65,9 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-0,6% à 16,6 milliards de FCFA) au cours de la période sous revue.

Evolution des ressources au premier trimestre 2016 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2 ^e trimestre 2015	2 ^e trimestre 2016	var 2016/2015
Capitaux propres	16,7	16,6	-0,6%
Dettes bancaires	66,7	65,9	-1,2%
Ressources	83,4	82,5	-1,1%

Source : établissements financiers

II.21.2. Les emplois

Au deuxième trimestre 2016, les emplois ont enregistré une diminution de 24,5% à 98,1 milliards de FCFA, imputable à la baisse concomitante des opérations de crédits-bails (-18% à 72,2 milliards de FCFA) et à moyen terme (-38,7% à 24,7 milliards de FCFA).

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2016 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2 ^e trimestre 2015	2 ^e trimestre 2016	var 16/15
Crédits à court terme	1,7	1,2	-26,3%
Crédits à moyen terme	40,2	24,7	-38,7%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	88	72,2	-18%
TOTAL	129,9	98,1	-24,5%

II.21.2.1 Investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, les investissements se sont fortement contractés de 92% à 300 millions de FCFA. Dans le même temps, les titres de participation sont restés stables autour de 300 millions de FCFA.

Par ailleurs, on note une augmentation des créances impayées, qui sont passées de 3,9 milliards de FCFA en juin 2015 à 5,2 milliards de FCFA en juin 2016, suite à la restructuration des encours d'un opérateur.

Evolution des emplois au premier trimestre 2016 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2^e trimestre 2015	2^e trimestre 2016	var 16/15
Investissements	3,6	0,3	-92%
Titres de participation	0,3	0,3	0,0%
créances impayées	3,9	5,2	32%

Source : établissements financiers

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2016

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Le premier semestre 2016 a été caractérisé par une légère hausse des prix à la consommation par rapport à la même période en 2015. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation a progressé de 0,7% sur les six premiers mois. En glissement annuel, les prix ont cru de 1,3% en juin 2016 par rapport à juin 2015.

Cette augmentation observée des prix s'explique principalement par la hausse des prix de certaines fonctions : transport (+11,1%), meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison (+5,2%), loisirs et culture (+10,5%), restaurants et hôtels (+4,1%), santé (+0,2%) et biens et services divers (+32,8%).

Ces hausses ont été atténuées par la baisse des prix des fonctions suivantes : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,1%), logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (-3,9%), articles d'habillement et chaussures (-0,4%) et Communications (-34,8%).

Evolution de l'indice des prix à la consommation des ménages à Libreville

Regroupements	Pond	1 ^{er} semestre				Glissement (%)
		2015	2016	Moyenne (%)		
				2015	2016	
INDICE GLOBAL	10000	127,8	128,7	0,0	0,7	1,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	138,8	138,7	1,6	-0,1	-2,4
<i>Pains et céréales</i>	<i>673</i>	<i>126,9</i>	<i>128,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>
<i>Viandes</i>	<i>720</i>	<i>136,2</i>	<i>136,2</i>	<i>6,9</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,9</i>
<i>Poissons et fruits de mer</i>	<i>446</i>	<i>180,3</i>	<i>185,6</i>	<i>-3,5</i>	<i>2,9</i>	<i>2,1</i>
<i>Lait, fromage et œufs</i>	<i>243</i>	<i>125,1</i>	<i>124,9</i>	<i>3,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-3,6</i>
<i>Huiles et graisses</i>	<i>183</i>	<i>132,9</i>	<i>127,1</i>	<i>-3,1</i>	<i>-4,3</i>	<i>-23,5</i>
<i>Légumes et tubercules</i>	<i>534</i>	<i>151,1</i>	<i>146,6</i>	<i>2,5</i>	<i>-2,9</i>	<i>-3,0</i>
Boissons alcoolisées et tabac	185	117,5	122,1	-0,5	4,0	1,9
Articles d'habillement et chaussures	794	135,9	135,3	23,8	-0,4	-4,9
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	128,7	123,7	-9,1	-3,9	1,7
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	116,8	122,9	-2,1	5,2	3,8
Santé	357	101,7	99,5	-17,4	-2,1	0,2
Transports	990	127,1	141,2	0,5	11,1	9,2
Communications	355	98,2	64,0	-2,8	-34,8	-7,3
Loisirs et cultures	503	117,8	121,1	10,5	2,8	3,1
Enseignement	170	106,6	111,6	-2,4	4,7	4,4
Restaurants et hôtels	466	124,6	129,8	0,4	4,1	5,9
Biens et services divers	275	107,4	142,6	8,6	32,8	33,5

Sources : DGS, DGEPF

III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES

III.2.1. L'emploi dans le secteur public

Au premier semestre 2016, les effectifs du secteur public ont régressé de 2,3% à 100 481 agents par rapport à la même période en 2015. Cette tendance s'est observée aussi bien au niveau des effectifs de la fonction publique qu'au niveau de la main d'œuvre non permanente.

L'emploi dans la fonction publique a enregistré une baisse de 2,3% pour s'établir à 85 395 agents en juin 2016. Cette évolution s'explique par la volonté exprimée par les plus hautes autorités d'assainir progressivement les finances publiques, principalement par la maîtrise des effectifs.

Les effectifs de la main d'œuvre non permanente sont passés de 15 447 agents en juin 2015 à 15 086 agents en fin juin 2016. Ce repli a été la résultante du non remplacement systématique des départs à la retraite.

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs du public	Premier semestre		16/15
	2015	2016	
Fonction publique	87 421	85 395	-2,3%
MONP	15 447	15 086	-2,3%
Libreville	7 104	6 998	-1,5%
Intérieur	8 343	8 088	-3,1%
Total	102 868	100 481	-2,3%

Sources: DGEFP, DGBFiP

III.2.2 La variation des effectifs par département

A fin juin 2015, la baisse des effectifs de la fonction publique s'explique essentiellement par le repli des emplois de l'administration économique (-15%), des administrations de développement (-2,0%), de l'administration de transport (-2,6%), de l'administration sociale (-2,7%) et de l'administration centrale (-2,8%).

En revanche, cette contraction des effectifs de l'administration publique a été atténuée par une légère hausse de l'emploi dans l'administration des « pouvoirs publics » (+ 0,1%) et des autres administrations en liaison avec la réorientation de certains agents vers les autres départements.

Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Départements	Premier semestre		Var 16/15
	2015	2016	
Pouvoirs publics	24 942	24 959	0,1%
Administration Centrale	11 960	11 627	-2,8%
Administration Economique	8 137	6 901	-15,2%
Administration Développement	4 121	4 037	-2,0%
Administration des Transports	1 274	1 241	-2,6%
Administration de l'Education	25 187	24 938	-1,0%
Administration sociale	11 764	11 449	-2,7%
Autres	36	243	575,0%
TOTAL	87 421	85 395	-2,3%

Sources: DGEPE, DGBFiP

III.2.2 Les salaires

La masse salariale dans la fonction publique

La masse salariale de la fonction publique exécutée au premier semestre 2016 s'est légèrement contractée de 0,8% par rapport à celle de 2015, pour se situer à 332 milliards de Fcfa. Toutefois, la solde permanente a cru de 25% au premier semestre 2016 et la masse salariale de la « Main d'œuvre non permanente » de +7,4%, en liaison avec l'application du nouveau système de rémunération mis en place en juillet 2015. Le non-paiement de la Prime d'Incitation à la Performance explique essentiellement cette légère baisse.

Evolution de la masse salariale au premier semestre 2016

En milliards de FCFA	Premier semestre		Var 16/15
	2015	2016	
Traitements et salaires (T et S)	334,6	332,0	-0,8%
Solde permanente	251,8	314,7	25,0%
MONP	16,1	17,3	7,4%
Autres	66,7	0,0	-100,0%

Sources: DGCP

Répartition de la masse salariale par département

Au premier semestre 2016, l'ensemble des administrations a enregistré un accroissement de la masse salariale. Celle-ci se chiffre à 314,7 milliards de FCFA contre 251,8 milliards de FCFA en 2015. Les plus fortes augmentations sont observées dans les administrations de l'éducation (+38,2%), des transports (23,5%), de l'économie (+22,9%), sociale (+16,4%), de développement (10,4%) et des administrations générales (+26,3%).

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	Premier semestre		Var 16/15
	2 015	2 016	
Département			
Pouvoirs publics	73,8	86,6	17,3%
Administration Générale	32,7	41,3	26,3%
Administration Economique	21	25,8	22,9%
Administration du Développement	13,4	14,8	10,4%
Administration des transports	3,4	4,2	23,5%
Administration de l'Education	71,9	99,4	38,2%
Administration Sociale	35,3	41,1	16,4%
Autres	0,3	1,5	-
TOTAL	251,8	314,7	25,0%

Sources: DGCPT

III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR

Au terme des six (6) premiers mois de l'année 2016, l'analyse des flux commerciaux entre le Gabon et le reste du monde présente un solde positif de 1076 milliards de FCFA. Cet excédent commercial a, cependant, connu une diminution de 52,3% par rapport au premier semestre 2015, en raison de la baisse des exportations et l'augmentation des importations.

Evolution du commerce extérieur à fin juin 2016

	Jun 2014	Jun 2015	Ju in2016	Var 15/14	Var 16/15
Exportation FOB	3 209	4 431	3 298	0,4	-25,6%
Importation CAF	2 218	2 176	2 222	0,0	2,1%
Solde commercial	991	2 255	1 076	1,3	-52,3%

Source : DGDDI

III.3.1 L'évolution des exportations en valeur

A fin juin 2016, les exportations en valeur ont reculé de 25,6% pour se situer à 3 298 milliards de FCFA. Cette contraction est liée au repli des ventes de pétrole brut (-15,2%), des produits dérivés du pétrole (-25,4%) et du manganèse (-59,3%), dans un contexte économique caractérisé par la chute des cours du pétrole, consécutive à l'abondance de l'offre et à une faiblesse de la croissance mondiale.

Néanmoins, les produits suivant ont enregistré des légères hausses de leurs ventes: le bois scié (+1,5%) le sillico-manganèse et le poisson et produit de la pêche. Les ventes de ces produits ont faiblement compensé le net recul de la valeur des exportations de pétrole.

Evolution des exportations en valeur à fin juin 2016

En milliards de francs CFA	2014	2015	2016	Poids en 2016	Var 16/15
Pétrole brut	2 297,80	3 581,30	3 036,10	92,1%	-15,2%
Bois sciés et ouvrages	97,3	111,8	113,5	3,4%	1,5%
Produits dérivés du pétrole	171,7	27,2	20,3	0,6%	-25,4%
Manganèse (minerais)	31,3	69,3	28,2	0,9%	-59,3%
Silico-manganèse	0	0,34	1,5	0,1%	-
Or sous forme brute	3,3	-	1,7	0,1%	-
Caoutchoucs naturels	-	0,1	4,3	0,1%	-
Poissons et produits de la pêche	0,7	0,3	0,5	0,02%	66,7%
Ciments	1,1	3	1,2	0,04%	-60,0%
Huile de palme	0,1	0,1	0,1	-	-
Bières	0,3	0,1	0,1	-	-
Tabacs	0	0	0	-	-
Autres	605,74	637,72	90,8	2,8%	-85,8%
Exportations totales	3 209,34	4 431,26	3 298,30	100%	-25,6%

Source : DGDDI

III.3.2 L'évolution des importations en valeur

Les importations de marchandises ont augmenté de 2,1% au premier semestre 2016. Cette situation a résulté de l'augmentation des commandes de biens d'équipements (+6,9%) et des achats de biens de consommation finale (+10,2).

Evolution des importations en valeur à fin juin 2016

En milliards de FCFA	Premier semestre			Var 15/14	Var 16/15
	2014	2015	2016		
BIENS DE CONSOMMATION	242,2	245,1	270,1	1,2%	10,2%
dont produits alimentaires	140	142,4	128	1,7%	-10,1%
et boissons	13,2	10,8	10,2	-18,2%	-5,6%
BIENS D'ÉQUIPEMENT	1562,7	1560,6	1667,6	-0,1%	6,9%
BIENS INTERMÉDIAIRES	413,4	370,3	284	-10,4%	-23,3%
dont énergie	187,9	165,7	72,8	-11,8%	-56,1%
Importations totales	2 218,30	2 176,00	2 221,70	-1,9%	2,1%

Source : DGDDI

La hausse des importations de biens d'équipements est tirée par l'augmentation des achats du matériel destiné à la navigation fluviale, de meubles et de mobilier médico-chirurgical destiné à l'équipement des hôpitaux.

III.4 LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse conjoncturelle de la dette publique s'articule principalement autour de trois points : le règlement, les tirages et l'encours de la dette. Au premier semestre 2016, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une hausse de 14,9% des règlements et de 39,2% des décaissements. Ainsi, le stock de la dette publique a augmenté de 5,5% par rapport à juin 2015, pour se situer à 3259,4 milliards de FCFA à fin 2016.

III.4.1. L'évolution du règlement

A fin juin 2016, le Gabon a continué à honorer ses engagements. Le volume des règlements s'est établi à 264,3 milliards de FCFA, soit une progression de 14,9% par rapport à la même période une année plus tôt. Cette hausse s'explique par l'accroissement des paiements de la dette intérieure alors que les règlements de la dette extérieure ont été en progression.

Le paiement de la dette intérieure a connu une hausse de 69,9% (à 37 milliards) et a été principalement consacré au règlement de la dette bancaire (+17,3%) et moratoire (+1209,4% à 34 milliards de FCFA), comparativement à la même période en 2015.

En revanche, le règlement de la dette extérieure a diminué de 1,5% par rapport à 2015. Ce recul résulte de la diminution du règlement de la dette envers le marché financier international (-24,9%) malgré la hausse de la dette bilatérale (+47,9%) et multilatérale (+3,1%).

Evolution du règlement de la dette

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		Variations (%)	Poids 2016
	2015	2016		
Dettes extérieures	177,1	174,5	-1,5%	66,0%
Multilatérale	16,8	17,3	3,1%	6,6%
Bilatérale	22,3	33,0	47,9%	12,5%
Commerciale	80,8	81,2	0,5%	30,7%
Marché financier International	57,2	42,9	-24,9%	16,2%
Dettes intérieures	52,9	89,9	69,9%	34,0%
Bancaire	32,2	37,8	17,3%	14,3%
Moratoires	2,6	34,0	1209,4%	12,9%
Divers	18,1	18,1	-0,2%	6,8%
Marché financier Régional		1,3	-	0,5%
Total	230	264,3	14,9%	100,0%

Source : DGD

III.4.2. L'évolution des tirages sur financements

Les décaissements cumulés sur emprunts à fin juin 2016 se sont élevés à 213,4 milliards de FCFA. Ils ont enregistré une baisse de 39,2% par rapport à la même période en 2015. Cependant, les financements intérieurs ont connu un tirage de 136,2 milliards de FCFA en juin 2016 contre 12,5 milliards en juin 2015. La baisse des financements extérieurs découle du non recours au marché financier international.

Evolution sur financements extérieurs et intérieurs

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		Var (%)	Poids en 2016 (%)
	2015	2016		
Extérieure	338,8	77,2	-77,2	36,2
Multilatéraux	1,6	7,3	354,2	3,4
Bilatéraux	16	24,3	52,1	11,4
Commerciaux	24,9	45,6	83,1	21,4
Marché financier international	296,3		-100,0	0,0
Intérieure (financier régional)	12,5	136,2	989,9	63,8
Total	351,3	213,4	-39,2	100,0

Source : DGD

Les décaissements auprès des bailleurs commerciaux sont provenus de Industrial and Commercial Bank of China(ICBC), de la Société Générale, de la Deutsche Bank SA et d'Unicredit et ont été orientés vers les projets suivant:

- (1) Construction Stade d'Oyem
- (2) Axe Routier PK 12-Bifoun
- (3) Acquisition de matériels et équipements de sécurité
- (4) CHU Mère-Enfant

Les décaissements auprès des bailleurs bilatéraux ont été effectués auprès d'Eximbank of China et de l'Agence Française de Développement. Les projets ayant bénéficié de ces financements ont été les suivant :

- (1) La construction de la route Port-Gentil – Omboué ;
- (2) Le pont sur l'Ogooué à Booué ;
- (3) La réhabilitation du tronçon Ndjolé-Médoumane ;
- (4) Le Projet de développement agricole ;
- (5) L'aménagement du bassin versant Gué-Gué ;
- (6) L'assainissement de la ville de Port gentil.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux proviennent de la Banque Mondiale, de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique centrale, du Fonds International de Développement Agricole et ont été orientés vers trois (3) projets, à savoir :

- (1) Aménagement de Bassins Versants ;
- (2) La Dorsale de Télécommunication ;
- (3) Le Développement Agricole Rural.

III.4.3. L'évolution du stock de la dette

En 2016, le stock de la dette publique a augmenté de 5,5% pour atteindre 3259,4 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par la hausse de la dette intérieure (+87,9%) en dépit de la légère baisse de la dette extérieure (-0,6%).

La dette extérieure a légèrement diminué de 0,6% suite au repli de 8,6% des fonds commerciaux hormis l'ensemble des composantes dont les engagements nets ont été renforcés.

La hausse de la dette intérieure est provenue du relèvement des emprunts envers le marché financier national (+300,7%), des emprunts bilatéraux (+179,1%) malgré la baisse de la dette moratoire (-22,1%). Enfin, la structure du portefeuille de la dette publique au premier semestre 2016 est de 87,8% de dette extérieure et de 12,2% de dette intérieure contre 93,1% de dette extérieure et 6,8% de dette intérieure au premier semestre 2015.

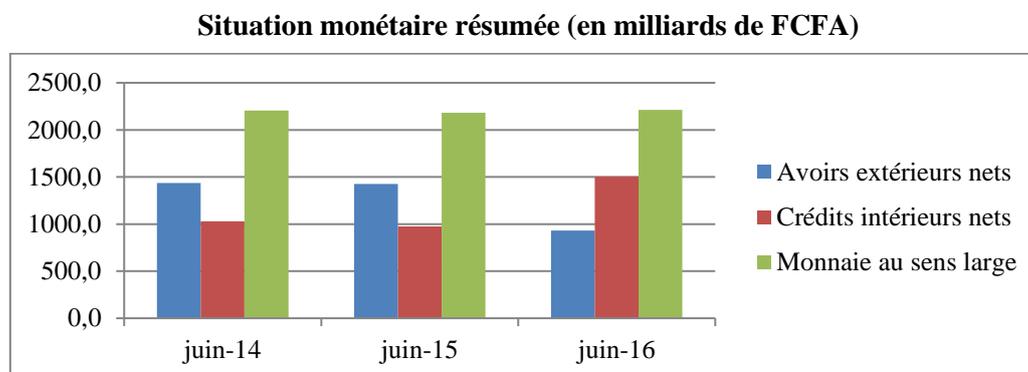
Evolution du stock de la dette

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		Variations (%)	Poids en 2016 (%)
	2015	2016		
Dette extérieure	2877,4	2860,5	-0,6	87,8
Multilatérale	354,7	364,7	2,8	11,2
Bilatérale	701,2	703,3	0,3	21,6
Commerciale	549,1	502,0	-8,6	15,4
Marché financier International	1272,4	1290,5	1,4	39,6
Dette intérieure	212,3	399,0	87,9	12,2
Bancaire	44,5	0,0	-100,0	0,0
Moratoires	79,9	62,3	-22,0	1,9
Divers	12,8	35,7	179,1	1,1
Marché financier Régional	75,1	300,9	300,7	9,2
Total	3089,7	3259,4	5,5	100,0%

Source : DGD

III.5 LA SITUATION MONETAIRE

A fin juin 2016, la situation monétaire large a été marquée par une hausse de la masse monétaire (+1,5%), du crédit intérieur net (+54,2%) et une contraction des avoirs extérieurs nets (-34,7%).



III.5.1 les principaux agrégats monétaires

III.5.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a augmenté de 1,5% à 2213,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016, en relation avec la hausse du crédit intérieur net (+54,2% à 1505,5 milliards de FCFA).

L'analyse de ses composantes révèle une hausse concomitante des dépôts collectés (+1,6% à 1857,1 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (+0,7% à 356,3 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie a baissé de 1,3% à 742,7 milliards de FCFA à fin juin 2016, suite au repli de l'épargne des agents économiques, notamment des entreprises du secteur privé.

III.5.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles ont enregistré une légère progression de 0,6% à 222,3 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016, en raison du renforcement des fonds propres (+14,6% à 395,8 milliards de FCFA).

III.5.2 Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se consolident de 1,4% à 2435,7 milliards de FCFA, sous l'effet de la consolidation du crédit intérieur net (+54,2%).

III.5.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se sont contractés de 34,7% à 930,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016, corrélativement à la baisse des réserves officielles nettes de 38,3% à 794,4 milliards de FCFA.

De même, les avoirs extérieurs nets des banques primaires se sont repliés de 1,5% à 135,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016. Dans ce contexte, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 13,2 points pour s'établir à 72,2% en juin 2016.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

Trimestre	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	Juin-16	var 06-16/06-15
Avoirs extérieurs nets	1425,4	1246,1	1119,1	1042,5	930,2	-34,7%
Banque centrale	1287,5	1209,9	1001,1	812,4	794,4	-38,3%
Banques commerciales	137,9	36,2	118,0	230,1	135,8	-1,5%

Source : BEAC

III.5.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est raffermi de 54,2% à 1505,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016, en rapport avec la forte hausse des créances nettes sur l'Etat.

Evolution du crédit intérieur

Trimestre	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	var 06-16/06-15
	(en milliards de Fcfa)					
Crédits intérieurs nets	976,4	1198,4	1359,8	1407,6	1505,5	54,2%
Créances nettes sur l'Etat	-312,6	-84,2	55,8	141,3	269,1	-
Créances sur le reste de l'économie	1289,0	1282,6	1304,0	1266,3	1236,4	-4,1%

Source : BEAC

III.5.2.2.1 Les créances sur l'économie

Elles s'amenuisent de 4,1% à 1236,4 milliards de FCFA à fin juin 2016, suite au repli des crédits alloués au secteur privé non financier, représentant 93% de l'encours des crédits. Cette situation demeure liée au contexte économique toujours marqué par un prix du baril de pétrole faible.

III.5.2.2.2 Les créances nettes sur l'Etat

Au deuxième trimestre 2016, la situation nette débitrice de l'Etat s'est établie à 269,1 milliards contre -312,7 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée passant de -277,2 milliards en juin 2015 à 361,7 milliards de FCFA en juin 2016.

III.5.3 La politique monétaire

La politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.5.3.1 L'action sur la liquidité bancaire

Le marché interbancaire a été caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 80 milliards de FCFA.

III.5.3.2 La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 12 juillet 2016 a décidé de laisser inchangés les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,45%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

Source : BEAC

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Source : BEAC

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

Source : BEAC

III.6 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN JUIN 2016

III.6.1. L'exécution du budget

A fin juin 2016, l'exécution du budget fait ressortir des déficits des soldes primaire, base engagement et base caisse.

Le solde primaire a affiché un déficit de 35,9 milliards de FCFA contre un excédent de 232,9 milliards de FCFA à la même période en 2015. Cette diminution est principalement imputable à la contraction des recettes aussi bien pétrolières que non pétrolières.

Le solde base engagement, incluant la charge de la dette publique, s'est établi à -132,6 milliards de FCFA à fin juin 2016 contre un excédent de 159,8 milliards de FCFA au premier semestre de l'année précédente. Ce déficit est dû à la baisse des recettes budgétaires et au renforcement de la charge de la dette (+32,3%).

Le déficit budgétaire base caisse s'est établi à 312,0 milliards de FCFA au premier semestre 2016 contre un excédent de 13,2 milliards de FCFA à la même période en 2015. Cette évolution résulte essentiellement de la réduction des instances du Trésor (-189,3 milliards de FCFA contre -147,1 milliards à fin juin 2015).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	Premier semestre		
	2015	2016	Variations
Recettes pétrolières	378,4	159,2	-57,9%
Recettes hors pétrole	574,9	524,8	-8,7%
Recettes comptes spéciaux	41,0	67,0	63,4%
Recettes totales	994,3	751,0	-24,5%
Dépenses de fonctionnement	560,8	575,6	2,6%
Dépenses d'investissement	196,7	169,8	-13,7%
Autres dépenses*	3,9	41,5	-
Dépenses primaires totales	761,4	786,9	3,3%
Intérêts sur la dette	73,1	96,7	32,3%
Solde primaire	232,9	-35,9	-115,4%
Solde base engagement	159,8	-132,6	-183,0%
Solde base caisse	13,2	-312,0	-

* Hors intérêts sur la dette

Source : DGCPT

III.6.2. L'exécution des recettes

Au premier semestre 2016, le budget en recettes s'est établi à 751,0 milliards de FCFA, soit une diminution de 24,5% par rapport à la même période en 2015. Ce repli est dû à la contraction conjointe des recettes pétrolières et non pétrolières, nonobstant la consolidation des recettes des comptes spéciaux.

III.6.2.1 Les recettes pétrolières

Au terme des six premiers mois de l'année 2016, un montant de 159,2 milliards de FCFA a été collecté sur les recettes pétrolières, soit un taux d'exécution de 26,5% par rapport aux prévisions initiales annuelles de 2016 (+600,7 milliards de FCFA). Aussi, comparativement au premier semestre de l'année 2015, les recettes pétrolières ont diminué de 57,9% à fin juin 2016. Toutes les composantes sont en baisse : la redevance minière proportionnelle (-25,8%), les transferts à SOGARA (-75,2%) et les autres recettes (-31,3%). D'une manière globale, la baisse des recettes pétrolières s'explique par la chute des prix du pétrole (-32,8%) au premier semestre 2016, en dépit de la quasi-stabilité de la production pétrolière sur la période.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	Premier Semestre		
	2015	2016	Variations
Impôts sur les sociétés	44,3	0,0	-
Redevance Minière Proportionnelle	119,2	88,4	-25,8%
Autres	175	43,4	-75,2%
Transferts SOGARA	39,9	27,4	-31,3%
Total des recettes pétrolières	378,4	159,2	-57,9%

Source : DGCPT

III.6.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1443,1 milliards de FCFA dans la loi de finances 2016, les recettes hors pétrole se sont établies à 524,8 milliards de FCFA au terme des six premiers mois de l'année 2016, soit un taux d'exécution de 36,4%. La baisse de 8,7% des recettes hors pétrole sur cette période résulte essentiellement de la diminution du recouvrement aussi bien des droits de douanes (-18,8%) que de l'impôt sur les sociétés (-39,3%). D'une manière globale, la contraction de 8,7% des recettes s'explique par le ralentissement de l'activité économique par rapport à 2015 (commerce, services y compris dans le secteur pétrolier) et du maintien des mesures dérogatoires en faveur de certains contribuables (exonérations des indemnités de rupture de contrat de travail, exonération de certains marchés publics, et les exonérations discrétionnaires, etc...) aussi bien dans la fiscalité intérieure que de porte.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Premier Semestre		
	2015	2016	Variations
Droits de douanes	177,8	144,4	-18,8%
Taxes sur les biens et services	54,4	106,6	96,0%
<i>dont TVA</i>	25,7	73,0	184,0%
Impôts directs	254,3	184,4	-27,5%
Autres recettes	88,4	89,4	1,1%
Total de recettes hors pétrole	574,9	524,8	-8,7%

Source : DGCP

III.6.3. Les dépenses budgétaires

A fin juin 2016, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 5,9% à 883,6 milliards de FCFA. Hors paiement des intérêts de la dette publique, elles ont augmenté de 3,3% à 786,9 milliards de FCFA. Les dépenses hors paiement des intérêts (dépenses primaires) sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses.

III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 401,2 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2016, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 575,6 milliards de FCFA au premier semestre, soit un taux d'exécution de 41,1%. Comparativement au premier semestre de 2015, elles ont augmenté de 2,6% du fait du renforcement des dépenses en biens et services, en dépit du repli des transferts et subventions et de la quasi-stabilité des dépenses de personnel.

Les dépenses de personnel (la solde permanente, la main d'œuvre non permanente et les crédits dédiés au paiement de la PIP) ont été exécutées à hauteur de 332,0 milliards de FCFA au premier semestre 2016, soit un taux de réalisation de 45,3% de la dotation de la loi de finances initiale. Comparativement à fin juin 2015, elles ont baissé de 0,8% suite au non-paiement de la Prime d'Incitation à la Performance (PIP).

Sur une dotation de 319,7 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2016, les dépenses sur les biens et services se sont établies à 116,4 milliards de FCFA au premier semestre 2016, soit un taux d'exécution de 36,4%. Elles se sont renforcées de 56,2% comparativement à fin juin 2015. Cette évolution résulte exclusivement de l'accroissement des dépenses liées aux autres biens et services (+75,0%).

Les dépenses de transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 127,2 milliards de FCFA, soit 36,4% des prévisions de la loi de finances initiale 2016. Elles ont enregistré une diminution de 16,2% suite essentiellement à la baisse des transferts à SOGARA (-84,5%) malgré l'accroissement des autres transferts et interventions (+14,8%).

III.6.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait du recul de la mobilisation des financements sur ressources propres (-39,9%), les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 13,7% au terme des six premiers mois de l'année 2016 pour s'établir à 169,8 milliards de FCFA. Elles inscrivent ainsi un taux d'exécution de 30,2% par rapport au plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances initiale 2016.

III.6.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 41,5 milliards de FCFA sur une prévision de 8,0 milliards de FCFA, soit un excédent de 33,5 milliards de la dotation annuelle. Elles ont fortement augmenté par rapport à leur niveau à fin juin 2015 suite particulièrement à l'amélioration des dépenses du FER (+147,1%).

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Premier Semestre		
	2015	2016	Variations
Fonctionnement	560,8	575,6	2,6%
Salaires et traitements	334,6	332,0	-0,8%
Biens et services	74,5	116,4	56,2%
Transferts et subventions	151,7	127,2	-16,2%
Investissements	196,7	169,8	-13,7%
Ressources propres	154,2	92,6	-39,9%
Finex	42,4	77,2	82,1%
Autres dépenses	3,9	41,5	-
Total dépenses primaires	761,4	786,9	3,3%
Intérêts sur la dette	73,1	96,7	32,3%
Total dépenses	834,5	883,6	5,9%

Source : DGCPT

CONCLUSION

On note au terme des six premiers mois de l'année 2016, que la reprise économique est demeurée timide avec une demande mondiale qui tarde à s'accélérer, notamment dans les régions comme l'Europe où le Brexit a constitué une nouvelle source d'incertitude. Malgré cette situation, on a noté un relèvement des cours des produits de base par rapport au premier trimestre, notamment en ce qui concerne le pétrole et le manganèse, mais dans des proportions encore insuffisantes par rapport aux baisses enregistrées précédemment.

Dans ce contexte global, la production des grands secteurs économiques a été en recul au second trimestre, à l'exception du secteur bois et des principales industries. En effet, la production pétrolière a légèrement fléchi (conséquence de l'incident technique enregistré au premier trimestre et du vieillissement des champs) et les opérateurs de manganèse ont volontairement freiné leurs efforts en espérant une remontée des prix plus nette. La production d'or quant à elle a subi les effets des inondations survenues sur les sites d'exploitation.

Néanmoins, il convient de saluer la reprise de la production des principales industries, notamment dans le bois, les boissons gazeuses, les autres industries de transformation (chimie, matériaux de construction, transformation de métaux), accompagnées par une hausse de la production d'électricité.

Dans le tertiaire, le commerce général structuré a enregistré un repli, signe d'une demande globalement en berne, malgré les reprises des ventes des télécommunications, des véhicules industriels et des produits pharmaceutiques. Cette situation a impacté négativement le commerce extérieur qui a enregistré une nouvelle dégradation du solde commerciale.

Sur la base de ces évolutions, les changements intervenus dans les hypothèses de base nous conduisent à revoir à la baisse les prévisions de croissance de l'économie gabonaise pour l'année 2016, qui devrait enregistrer un PIB d'environ 2,9% au lieu des 3,3% comme annoncé au vu de la conjoncture à l'issu du premier trimestre.

ANNEXES

Trimestre	avr-15	mai-15	juin-15	avr-16	mai-16	juin-16
	<i>(en milliards de F CFA)</i>					
Avoirs extérieurs nets	1216,5	1159,0	1425,4	1028,0	971,8	930,2
Banque centrale	1060,2	1016,3	1287,5	831,4	823,9	794,4
Banques commerciales	156,3	142,7	137,9	196,6	147,9	135,8
Avoirs intérieurs nets	1004,4	1058,9	851,8	1157,7	1269,4	1332,0
Crédits intérieurs nets	1143,7	1209,6	976,4	1384,6	1463,3	1505,5
Créances nettes sur l'Etat	-169,8	-102,2	-312,7	158,2	251,8	269,1
Position Nette du Gouvernement (PNG)	-132,2	-57,1	-277,2	256,3	363,8	361,7
Créances nettes sur les organismes publics	-37,6	-45,1	-35,5	-98,1	-112,0	-92,6
Créances sur le reste de l'économie	1313,5	1311,8	1289,0	1226,4	1211,5	1236,4
Autres postes nets	-139,3	-150,7	-124,6	-226,9	-193,9	-173,5
Monnaie au sens large	2151,2	2169,7	2180,9	2236,9	2225,9	2213,4
Circulation fiduciaire	352,5	338,8	353,7	331,5	348,4	356,3
Dépôts	1798,7	1830,9	1827,3	1905,4	1877,5	1857,1
Quasi monnaie	794,5	790,3	752,7	797,2	796,9	742,7
	<i>(variation annuelle en %)</i>					
Monnaie au sens large	-3,3%	-4,2%	-1,2%	4,0%	2,6%	1,5%
Circulation fiduciaire	-3,0%	-7,9%	-4,1%	-6,0%	2,8%	0,7%
Dépôts	-3,4%	-3,4%	-0,6%	5,9%	2,5%	1,6%
Avoirs extérieurs nets	-20,5%	-21,0%	-0,8%	-15,5%	-16,1%	-34,7%
Avoirs intérieurs nets	11,1%	31,0%	-10,9%	15,3%	19,9%	56,4%
Crédits intérieurs nets	18,0%	25,0%	-5,1%	21,1%	21,0%	54,2%
Créances nettes sur l'Etat	-	-	-	-	-	-
Créances sur le reste de l'économie	-9,6%	-8,2%	-12,2%	-6,6%	-7,6%	-4,1%

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie NTSAME
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANDA BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N' NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Brice YOUOMO
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Noel MAGNAGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUE (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA
M. Pierre Dieudonné THATY
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

M. Kevin BOUNGOUNGOU
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOU MBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA
M. LIPOCKO MOMBO